



**BUREAU
VERITAS**

Espace Now coworking

19 Quai de Rive Neuve 13007 MARSEILLE Téléphone : 04 42 37 25 01

Plan Général de Coordination Sécurité et Protection de la Santé

Intitulé de l'opération

**Projet de construction d'ombrières photovoltaïques sur le parking du
bâtiment du BIAM**

Cite des Energies

CEA – Cadarache 13108 Saint Paul lez Durance

Maître d'ouvrage

Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives

Direction de la Recherche Fondamentale

BIAM / DIR Bâtiment 177

CEA - CADARACHE

13108 Saint Paul Lez Durance

Maître d'œuvre

Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives

CEA -CADARACHE DEN/DSTG/STL/GPI

13108 Saint Paul Lez Durance

Opération de Troisième catégorie

16 12 2024	01	Mise à jour suite à retour remarques MOA , AMOA et ISP	M.BAUDOUY	CSPS
28 10 2024	00	Document Initial	M. BAUDOUY	CSPS
↑ Date d'établissement ou de modification	↑ Indice version	↑ objet de la version ou de la mise à jour	↑ Signatures	↑ BUREAU VERITAS MARSEILLE

Ce rapport comporte 72 pages dont 1 page de garde

N° Affaire : 23935128 – PGC
Construction ombrières
photovoltaïques sur parking du
bâtiment du BIAM
A la Cité des Energies »

Date : 16 12 2024

Références
page 1/72

SOMMAIRE

CHAPITRE I – GENERALITES	10
1.1 RENSEIGNEMENTS SUR L'OPERATION	11
1.1.1 Présentation du projet	11
1.1.2 ELEMENTS REMARQUABLES DE L'OPERATION	12
1.2 PRESENTATION DES INTERVENANTS	14
1.3 RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS (ADRESSES UTILES)	15
CHAPITRE II ISPOSITIONS COMMUNES ET PARTICULIERES.....	16
2 1 MESURES D'ORGANISATION GENERALE DU CHANTIER ARRETEES PAR LE MAITRE D'ŒUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR	17
2.1.1 Autorisations Administratives	17
2.1.2 Dispositions applicables à l'opération en matière de coordination SPS.	17
2.1.2.1 Généralités	17
2.1.2.2 Coordonnateur SPS	18
2.1.2.3 Dispositions applicables à l'entreprise titulaire de lot	19
2.1.3 Organisation en matière de sécurité	20
2.1.3.1 Organisation en matière de sécurité pour la MOA	20
2.1.3.2 Organisation en matière de sécurité pour la MOE	22
2.1.4 Règles générales applicables au chantier	22
2.1.4.1 Accès et circulations	22
2.1.4.2 Contrôle et gardiennage des accès	23
2.1.4.3 Accès du personnel	23
2.1.4.4 Accueil sécurité du personnel et formation à la sécurité des salariés du chantier	24
2.1.4.5 Accès chantier des véhicules :	25
2.1.5 Mesures d'organisation générale du chantier	27
2.1.5.1 Calendrier	27
2.1.5.2 Plan d'installation de chantier	27
2.1.5.3 Locaux de vie et d'hygiène	28
2.1.5.4 Réseaux provisoires :	30
2.1.5.5 Clôtures de chantier :	31
2.1.5.6 Signalisation et balisage :	31
2.1.5.7 Horaires de chantier :	32
2.1.6 Discipline générale	32
2.1.7 Travaux et exposition du personnel aux fortes chaleurs	33
2.1.8 Conditions climatiques particulières (vent ,orage,impact de foudre)	33
2.2 MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR EN MATIERE DE SECURITE ET DE SANTE ET LES SUJETIONS QUI EN DECOULENT	34
2.2.1 Protections collectives	34
2.2.2 PROTECTIONS INDIVIDUELLES	37
2.2.3 Protection contre l'incendie	38
2.2.4 Voies ou zones de déplacement ou de circulations horizontales ou verticales à l'extérieur des bâtiments	38
2.2.5 Conditions de manutention des différents matériaux et matériels	42
2.2.6 Moyens de levage et de manutention	42
2.2.7 Délimitation et aménagement des zones de stockage et d'entreposage des différents matériaux, en particulier s'il s'agit de matières ou de substances dangereuses	45

N° Affaire : 23935128 – PGC
Construction ombrières
photovoltaïques sur parking du
bâtiment du BIAM
A la Cité des Energies »

Date : 16 12 2024

Références
page 2/72

2.2.8	Conditions de stockage, d'élimination ou d'évacuation des déchets et des décombres.	46
2.2.9	Conditions d'enlèvement des matériaux dangereux utilisés	46
2.2.10	Utilisation des protections collectives, des accès provisoires et de l'installation électrique générale	46
2.2.11	Mesures prises en matière de co activité sur le chantier	48
2.3	SUJETIONS DECOULANT DES INTERFERENCES ENTRE LES INSTALLATIONS du site de cadarache et le chantier	49
2.3.1	TRAVAUX EFFECTUES DANS UN ETABLISSEMENT PAR UNE ENTREPRISE EXTERIEURE	49
2.3.2	SUJETIONS LIEES AU CHANTIER OU A L'ENVIRONNEMENT	50
2.4	MESURES GENERALES PRISES POUR ASSURER LE MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE ET EN ETAT DE SALUBRITE SATISFAISANT	48
2.4.1	CANTONNEMENTS ET NETTOYAGES DES CANTONNEMENTS	51
2.4.2	NETTOYAGES DE CHANTIER	51
2.5	RENSEIGNEMENTS PRATIQUES PROPRES AU LIEU DE L'OPERATION CONCERNANT LES SECOURS ET L'EVACUATION DES PERSONNELS AINSI QUE LES MESURES COMMUNES D'ORGANISATION PRISES EN LA MATIERE	52
2.5.1	PROCEDURE D'ORGANISATION DES SECOURS	52
2.6	MODALITES DE COOPERATION ENTRE LES ENTREPRENEURS, EMPLOYEURS OU TRAVAILLEURS INDEPENDANTS	54
2.6.1	COLLEGE INTERENTREPRISES DE SECURITE, DE SANTE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL (CISSCT)	54
2.6.2	REGISTRE JOURNAL DE COORDINATION	54
2.6.3	PLAN PARTICULIER DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE (PPSPS)	54
2.6.4	DOCUMENTS NECESSAIRES AU DIUO (DOSSIER D'INTERVENTION ULTERIEURE SUR L'OUVRAGE)	55
2.6.5	VISITE D'INSPECTION COMMUNE	55
2.6.6	PROTOCOLES OU CONVENTIONS INTERENTREPRISES	55
2.6.7	SOUS-TRAITANCE	55
2.6.8	2.6.8 MAIN D'ŒUVRE ETRANGERE	56
2.6.9	2.6.9 INTERIMAIRES	56
2.6.10	2.6.10 PRESTATAIRES DE SERVICES	56
2.6.11	COORDINATION SECURITE	56
3	ANNEXES AU P.G.C.	55
	ORGANISATION DE SECOURS	56
	CANEVAS POUR L'ETABLISSEMENT DU PPSPS	60
	FICHE D'IDENTIFICATION DES INTERVENANTS EXTERIEURS	63
	GESTION DU RISQUE FOUDRE SUR LE CENTRE DE CADARACHE : TITRE V DU MANUEL D'AIDE A LA DECISION DES CHEFS D'INSTALLATION	65
	FORMULAIRE DE DEMANDE D'AGREMENT POUR PRISES DE VUES	66
	FORMULAIRE A LA SECURITE DU PERSONNEL	67
	DHOL	70

Glossaire

APS	Avant-Projet Sommaire
CAMARI	Certificat d'Aptitude à Manipuler les Appareils de Radioscopie Industrielle
CARSAT	Caisse d'Assurance Retraite et de la Santé au Travail
CDC	Chef de Chantier du MOE
CEA	Commissariat à l'énergie Atomique et aux énergies alternatives
CFI	Courant Faibles Industriels
CFO	Courant Fort
CI	Chef d'installation
CISSCT	Collège Interentreprises de Sécurité, Santé et Conditions de Travail
CNAM	Caisse Nationale d'Assurance Maladie
CPU	Coupure d'urgence
CSPS	Coordonnateur Sécurité Protection de la Santé
CVC	Chauffage Ventilation Climatisation
DA/DR	Document applicable ou de référence
DIUO	Dossier d'Intervention Ulérieure sur l'Ouvrage
DRF	Direction de la Recherche Fondamentale
DRT	Direction de la Recherche et de la Technologie
EPI	Equipement de Protection Individuelle
GC	Génie Civil
HSE	Hygiène Sécurité Environnement
INRS	Institut National de Recherche et de Sécurité.
IRP	Instrumentation de radioprotection
ISI	Ingénieur sécurité d'installation
ISP	Ingénieur Sécurité Projet
MOA	Maitrise d'Ouvrage
MOE	Maîtrise d'œuvre
OPPBTP	Organisme Professionnel de Prévention du Bâtiment et Travaux Publics
PGCSPS	Plan Général de Coordination Sécurité et Protection de la Santé
PPI	Plan Particulier d'Intervention
PPSPS	Plan Particulier de Sécurité et Protection de la Santé
PSC	Poste de surveillance et de Contrôle
RMOA	Représentant du Maître d'Ouvrage
SPS	Sécurité et Protection de la Santé
SST	Sauveteur secouriste du travail
VRD	Voirie et Réseaux Divers
HT	Haute Tension
CFA	Courant Faible
VDI	Voix Données Images
TEA	Téléalarme
PPH	Protection Physique
OPC	Ordonnancement Pilotage et Coordination
STIC	Service des technologies de l'information et communication
PCS	Poste de Contrôle et de Surveillance
DCE	Dossier de Consultation des Entreprises
MOP	Maitrise d'ouvrage public
EP	Eau potable
ES	Eaux Sanitaires
TCE	Tout corps d'état
DICT	Déclaration d'Intention de Commencement de Travaux

N° Affaire : 23935128 – PGC
Construction ombrières
photovoltaïques sur parking du
bâtiment du BIAM
A la Cité des Energies »

Date : 16 12 2024

Références
page 4/72

Préambule

Le présent Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé est établi pour répondre aux dispositions des articles L 4532-42 et R 4532-20 à R 4532.51 du code du travail.

Le Plan Général de Coordination définit l'ensemble des mesures propres à prévenir les risques découlant de l'interférence des activités, simultanées ou successives, des différents intervenants sur le chantier.

Il sera tenu à jour pendant toute la durée du chantier en fonction de l'évolution des travaux.

Le Plan Général de Coordination (PGC) est présenté sous forme d'un document écrit s'articulant en trois parties distinctes :

- **La première partie « Généralités »** s'attache à la présentation du projet et des intervenants ainsi qu'à la description des travaux qui seront réalisés dans le cadre du marché objet du présent Plan Général de Coordination.
- **La deuxième partie « Dispositions Communes et particulières »**
 - traite des mesures d'organisation générale et des mesures de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé applicables à l'ensemble des marchés de l'opération,
 - expose les mesures de coordination spécifiques qui pourront, le cas échéant, être prescrites pour les travaux à réaliser.
- **La troisième partie** comprend les annexes aux deux parties précédentes.

Note aux intervenants :

Le Plan Général de Coordination P.G.C. en matière de Sécurité et de Protection de la Santé, établi par le Coordonnateur S.P.S. de l'opération, constitue une pièce du dossier de consultation des entreprises. Le P.G.C. CONCERNE L'ENSEMBLE DES INTERVENANTS. Les éléments contenus dans le présent document ont un caractère obligatoire. Les entreprises contractantes y compris les sous-traitants et travailleurs indépendants devront en tenir compte notamment pour l'élaboration de leurs Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé (P.P.S.P.S.) Des réunions de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé pourront être organisées, les intervenants convoqués seront tenus d'être présents.

Conformément à l'article L4532-6 du code du travail, l'intervention du coordonnateur ne modifie ni la nature ni l'étendue des responsabilités qui incombent, en application des autres dispositions du présent code, à chacun des participants aux opérations de bâtiment et de génie civil.

N° Affaire : 23935128 – PGC Construction ombrières photovoltaïques sur parking du bâtiment du BIAM A la Cité des Energies »	
Date : 16 12 2024	Références page 5/72

Dans l'ensemble du texte qui suit l'expression :

- Le « **Maître d'Ouvrage (MOA)** » désigne le directeur de pôle DRF, par délégation de l'administrateur général. Il fixe les objectifs à atteindre (performances, coûts, délais, sécurité) les règles de management (organisation générale, partenariats internes et externes) et les moyens financiers nécessaires à la réalisation du projet. Il en suit le déroulement et prononce à terme sa clôture ou, si nécessaire, sa réorientation ou son arrêt
- La « **Maîtrise d'œuvre Chantier (MOE)** » désigne l'équipe du Maître d'œuvre, Centre de Cadarache- DEN/DSTG/STL/GPI en chargé de la mission de Maîtrise d'œuvre complète,
- Le mot « **Entreprise** » désigne tout titulaire d'un marché, qu'il soit de travaux, de fournitures, de montage ou de prestation de service ainsi que les sous -traitants quelle que soit la forme juridique de la sous traitance. Il désigne également les travailleurs indépendants,
- Le « **Coordonnateur Sécurité Protection de la Santé (CSPS)** » est la personne physique, sous l'autorité de la MOA, qui assure la mission de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé,
Le **CSPS** veille à la mise en œuvre des principes généraux de prévention définis par le Code du Travail, tout en tenant compte des interférences avec les activités d'exploitation sur le site, à l'intérieur ou à proximité, duquel est implanté le chantier.

Risque d'interférence = Risque supplémentaire s'ajoutant aux risques propres à l'activité de chaque entreprise et s'expliquant par la présence d'installations, de matériels et d'activités de différentes entreprises sur un même lieu de travail.

N° Affaire : 23935128 – PGC
Construction ombrières
photovoltaïques sur parking du
bâtiment du BIAM
A la Cité des Energies »

Date : 16 12 2024

Références
page 6/72

Référentiel réglementaire et recommandations :

SECURITE /. SANTE : textes applicables à l'ensemble des intervenants.

- Loi du 31.12.1993 - n°14-18 : chantiers temporaires et mobiles
- Décret du 26-12-1994 - n°94-1159 : intégration de la sécurité et organisation de la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé lors des opérations de bâtiment et de génie civil modifié par le décret 68-2003 du 24 janvier 2003.
- décret 95-543 du 04.05.1995
- décret 95-607 du 06.05.1995
- décret 95-608 du 06.05.1995
- CIRCULAIRE DRT 96-5 du 10 04 1996 (Ministère du Travail) relative à la coordination sur les chantiers de bâtiment et de génie civil.
- directive 92/57 du 24 06 92 du Conseil des Communautés européennes

SECURITE /SANTE : textes applicables aux entreprises, sous-traitants, travailleurs indépendants

- de manière générale : les dispositions du Code du Travail et les dispositions du Code de la Sécurité Sociale et notamment :
- loi du 31.12.1991 - n°91-1414 : équipements de travail, moyens de protection
- décret du 08.01.65 modifié
- décret du 20.03.1979 : formation à la sécurité
- décret du 14.11.1988 (électricité)
- décret du 03.09.1992 : manutention manuelle
- décret 2004 -924 du 1er septembre 2004

SECURITE /SANTE : autres textes applicables

- recommandations C.R.A.M.
- les travaux, études et brochures édités par l'I.N.R.S.
- fiches O.P.P.B.T.P.

N° Affaire : 23935128 – PGC
Construction ombrières
photovoltaïques sur parking du
bâtiment du BIAM
A la Cité des Energies »

Date : 16 12 2024

Références
page 7/72

CHAPITRE I. – GENERALITES

N° Affaire : 23935128 – PGC
Construction ombrières
photovoltaïques sur parking du
bâtiment du BIAM
A la Cité des Energies »

Date : 16 12 2024

Références
page 8/72

1.1 RENSEIGNEMENTS SUR L'OPERATION

1.1.1 Présentation du projet

Déclaration préalable :

Sans objet au vu de la catégorie du chantier

Présentation du projet :

Le projet prévoit l'installation de trois ombrières photovoltaïques d'une puissance totale de 351 kWc, en autoconsommation, raccordées sur le TGBT du poste de transformation, 2000 kVA du bâtiment BIAM..

- Emplacement de l'opération : Le chantier se situe dans la zone « semi-ouverte » de la Cité de la grande Bastide sur le site du CEA de CADARACHE, proche des bâtiments 921 et TECH PACA (tous deux exploités)
- Dénomination de l'opération : Construction d'ombrières photovoltaïques sur le parking mutualisé chapelle de la zone Cité des énergies
- Nature de l'opération : Ce projet a pour objectif de construire trois ombrières photovoltaïques d'une surface totale sensiblement de 1800m2

Situation géographique :

Le projet « Ombrières » sera implanté sur une parcelle de propriété CEA positionnée entre les bâtiments 1900 et 921 , à proximité de la RD 952 et du Canal EDF, dans le département des Bouches du Rhône, sur la commune de Saint Paul Lez Durance.

Description des travaux et sommaire des lots de travaux. :

- ☐ Description des travaux.

Les travaux en chantier « clos et indépendant » comprendront :

- des travaux relevant du domaine génie civil VRD
- des travaux relevant du domaine électricité,
- des travaux relevant du domaine assemblage de structure métallique

La description détaillée des travaux et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le CCTP et sur les plans associés au dossier de consultation

- ☐ Découpage du projet

Lot unique

Mode de consultation des entreprises :

- ☐ appel d'offres.

Calendrier général d'exécution

Cf. planning prévisionnel des travaux joint au dossier d'appel d'offres CEA.

N° Affaire : 23935128 – PGC
Construction ombrières
photovoltaïques sur parking du
bâtiment du BIAM
A la Cité des Énergies »

Date : 16 12 2024

Références
page 9/72

1.1.2 ELEMENTS REMARQUABLES DE L'OPERATION

1.1.3 ELEMENTS REMARQUABLES DE L'OPERATION

Nature du sol :

Les résultats de toutes les campagnes de reconnaissances géologique et hydrogéologique seront joints aux DCE.

Contraintes liées à l'environnement du chantier :

Le chantier est implanté sur le site de Cadarache à proximité d'installations Nucléaires en exploitation (situées à l'intérieur du site) et plus particulièrement des installations CEA Tech PACA et du bâtiment 1900 (BIAM) au sein de la Cité des énergies

- Risques nucléaires et chimiques liés à l'exploitation des installations du Centre de Cadarache
- Risque de collision lié aux circulations sur les voies d'accès et de circulations du site (approvisionnements réalisés depuis le centre).
- Risque d'incendie de forêt lié à la présence de zones boisées en résineux en périphérie du chantier.
- Présence de clôtures défensives électrifiées.
- Conditions climatiques particulières : vents en bourrasque « Mistral », fortes chaleurs, foudre.
- Réseaux souterrains du Centre transitant dans l'emprise du chantier (effluents, réseaux électriques).
- Servitude de passage ponctuelle par l'emprise de chantier (pour les services de sécurité et de secours) pour contrôle des clôtures défensives électrifiées ou intervention de secours
- Bâtiment en activité du CEA Tech PACA (Bâtiment 980) déjà présent sur le site de la Cité des Energies, Bâtiments 921 ASTBTP, Bâtiment 981 A (poste de transformation), Bâtiment 998CFA STIC, Bâtiment 1900 BIAM

Contraintes liées au PPI et PUI :

Sans objet au titre des présents travaux

Contraintes liées au déroulement des travaux non compris dans l'opération :

L'entrepreneur doit tenir compte du fait que d'autres travaux non compris dans l'opération pourront se dérouler simultanément aux siens.

Il s'agira principalement des travaux de maintenance et d'entretien des réseaux existants.

L'entrepreneur devra tenir compte de ces contraintes dans l'utilisation des différentes voiries, chemin d'accès au chantier, zones de cantonnement et dans la compatibilité des différents types de travaux.

Si ces travaux interféraient avec les travaux de construction des ombrières de la Cité des Energies, une réunion de concertation préalable, entre Maître d'Ouvrage, serait organisée par le coordonnateur SPS de manière à prévenir les risques résultant de l'interférence de ces interventions.

Conditions climatiques :

Il est important de rappeler le risque de brusques et violentes bourrasques de vent, de fortes chaleurs et d'orage.

N° Affaire : 23935128 – PGC
Construction ombrières
photovoltaïques sur parking du
bâtiment du BIAM
A la Cité des Energies »

Date : 16 12 2024

Références
page 10/72

En situation d'orage imminent, la règle consistera à mettre en sécurité le chantier.

Les entreprises seront soumises à l'application de la consigne CEA en vigueur sur la gestion du risque foudre
A cet effet tout titulaire de marché devra souscrire un abonnement à météo France pour la surveillance des alertes « foudre ».Le CEA pourra être amené à effectuer un contrôle de second niveau sur la bonne application de cette mesure sur chantier

Contraintes liées au règlement intérieur du CEA

Le chantier est rattaché au site CEA de CADARACHE bien que se situant à l'extérieur

L'accès au chantier emprunte les voies de circulation depuis le RD952.

A ce titre, le transit sur ces voies est soumis aux règles de circulation en vigueur sur le site :

- ☒ · Application du code de la route, en particulier des limitations de vitesse.
- ☒ · Demande d'autorisation spécifique, à déposer au minimum 48 h à l'avance, pour les transits

risquant de perturber la circulation normale sur ces voies : véhicules supérieurs à 19 t de PTC, convois exceptionnels, nombre important de camions ou toupies transitant simultanément, etc

Par ailleurs il est attiré l'attention des entreprises sur le fait que l'accès au chantier pourra être perturbé sur la plage horaire 7h30/9h00 correspondant à l'accès des bus de transport du personnel via la porte de la Cité ainsi que l'accès des entreprises à la zone artisanale

N° Affaire : 23935128 – PGC
Construction ombrières
photovoltaïques sur parking du
bâtiment du BIAM
A la Cité des Energies »

Date : 16 12 2024

Références
page 11/72

1.2 PRESENTATION DES INTERVENANTS

☐ Maître d'ouvrage

Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives

Bâtiment Le Ponant D-25
Rue Leblanc
75015 PARIS

Représentant Maitrise d'Ouvrage et Chef de projet (pilote opérationnel)

Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives
Cité des énergies – DRF-BIAM - Bâtiment 1900- 13108 Saint-Paul-lez-Durance Cedex
M. Cyrille FORESTIER

☐ Assistant Maître d'ouvrage (conducteur d'opération)

SOM M. Olivier MOUTOT

☐ Architecte

2Y ARCHITECTURE
10C rue de cassis 13008 Marseille
M.Thierry RAYNAL

☐ Maître d'œuvre

Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives
Centre CEA de CADARACHE
DEN/DSTG/STL/GPI représentés par Gilles SCHMITT et Laurent KOLJENSIC
13108 Saint Paul Lez Durance

☐ Bureau de Contrôle Technique

SOCOTEC
AGENCE CONSTRUCTION AIX EN PROVENCE
Imm Le Rifkin - ZAC du Petit Arbois avenue Louis Philibert la Duranne
13547 Aix en Provence
M. Brahim ABDOUNE

☐ Coordonnateur SPS Conception Réalisation

BUREAU VERITAS CONSTRUCTION
Espace Now coworking
19 Quai de Rive Neuve 13007 MARSEILLE
M.Michel BAUDOUY

N° Affaire : 23935128 – PGC Construction ombrières photovoltaïques sur parking du bâtiment du BIAM A la Cité des Energies »	
Date : 16 12 2024	Références page 12/72

1.3 RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS (ADRESSES UTILES)

Liste non exhaustive

□ Organismes de prévention :

– Inspection du Travail

Unité de contrôle 1 Rhône Durance

Le Pilon du Roy – Bât. B

Rue Pierre Berthier

13854 AIX-EN-PROVENCE CEDEX 1

☎ 04.42.39.56.13

M. HERNANDEZ

ddets-uc2@bouches-durhone.gouv.fr

– CARSAT

Service PREGES

35 Rue Georges

13386 MARSEILLE CEDEX 20

☎ 0821 10 13 13

frederic.tenenhaus@carsat-sudest.fr

– OPPBTP

Les Docks

10 Place de la Joliette

13002 MARSEILLE

☎ 04.91.71.48.48.

gerard.richebois@oppbtp.fr

– Médecine du Travail STP

Chemin départemental 952 Cadarache

13115 SAINT PAUL LEZ DURANCE

tél : .04 86 67 28 45 .

☎ 04 86 67 28 45.

Services d’urgences :

– PC Sécurité du CEA / Cadarache

Téléphone mobile ou ligne extérieure FT

☎ 04.42.25.22.18

N° Affaire : 23935128 – PGC
Construction ombrières
photovoltaïques sur parking du
bâtiment du BIAM
A la Cité des Energies »

Date : 16 12 2024

Références
page 13/72

CHAPITRE II – DISPOSITIONS COMMUNES ET PARTICULIERES

N° Affaire : 23935128 – PGC
Construction ombrières
photovoltaïques sur parking du
bâtiment du BIAM
A la Cité des Energies »

Date : 16 12 2024

Références
page 14/72

2 1 MESURES D'ORGANISATION GENERALE DU CHANTIER ARRETEES PAR LE MAITRE D'ŒUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR

2.1.1 Autorisations Administratives

Permis de construire

En cours d'instruction .

Déclarations particulières

Dans les formes et délais prescrits par la réglementation, il incombe à chaque entreprise d'établir toutes les demandes d'autorisation nécessaires à la réalisation de ses travaux :

- Déclaration d'intention de commencement des travaux (DICT) auprès du MOA,
- Etc.

Réseaux existants autres que concédés

Le maître d'ouvrage a l'obligation de connaître la localisation de ses réseaux sur l'emprise du chantier.

Sur demande des entreprises, il devra leur communiquer les plans des réseaux existants

Les entreprises devront s'assurer de la présence des réseaux en place. Toute anomalie rencontrée lors des travaux impliquera un arrêt des tâches et une information de la Maîtrise d'œuvre.

2.1.2 Dispositions applicables à l'opération en matière de coordination SPS.

2.1.2.1 Généralités

En matière de sécurité, de protection de la santé et des conditions de travail, chaque entreprise principale et ses sous-traitants éventuels devront prendre en compte dans la conception et la réalisation des travaux de leur contrat toutes les dispositions nécessaires pour se conformer aux obligations qui leur incombent, en respect du Code du Travail (parties législatives et réglementaires) et des textes pris pour son application.

En outre, chaque entreprise principale et ses sous-traitants se conforment aux dispositions édictées :

- par le Maître d'Ouvrage ou son représentant et par le Coordonnateur SPS, dans le présent Plan Général de Coordination de Sécurité et de Protection de la Santé,
- par le Maître d'Ouvrage ou son représentant dans les pièces constitutives du contrat qui ont une influence en matière de sécurité et de protection de la santé,

Ces dispositions s'appliquent à chaque entreprise principale et à ses sous-traitants, à charge de chaque entreprise de les transmettre et de les demander.

N° Affaire : 23935128 – PGC Construction ombrières photovoltaïques sur parking du bâtiment du BIAM A la Cité des Energies »	
Date : 16 12 2024	Références page 15/72

La Coordination des travaux effectués par un sous-traitant ou travailleur indépendant, notamment en matière de sécurité et de protection de la santé, demeure sous la responsabilité de l'entreprise titulaire de lot.

L'entreprise principale et ses sous-traitants prennent les mesures nécessaires pour assurer la sécurité et protéger la santé de leurs personnels respectifs.

Celles-ci comprennent notamment :

- des actions de prévention des risques professionnels,
- des actions d'information et de formation,
- la mise en place d'une organisation et de moyens adaptés,

et sont définies et identifiées dans les PPSPS de l'entreprise principale et du sous-traitant éventuel.

Tous les acteurs doivent en particulier mettre en œuvre et respecter les "PRINCIPES GENERAUX DE PREVENTION" énumérés ci-dessous (article L-235.1 et R-238-18 du Code du Travail) :

PRINCIPES GENERAUX DE PREVENTION	
– Eviter les risques	– Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas ou moins dangereux
– Evaluer les risques inévitables	– Planifier la prévention
– Combattre les risques à la source	– Prendre des mesures de protection collective en priorité sur la protection individuelle
– Adapter le travail à l'homme (*)	
– Tenir compte de l'évolution des techniques	
– Donner des instructions appropriées (*)	
(*) s'applique aux Entreprises seulement	

2.1.2.2 Coordonnateur SPS

Mission

Pour le chantier considéré, les missions du Coordonnateur SPS sont celles définies en phase réalisation par les dispositions fixées par le décret d'application n° 94-1159 du 26/12/1994 modifié et la loi n° 93-1418 du 31/12/1993.

Autorité du Coordonnateur SPS

En cas de non-respect des règles définies dans le PGCSPPS, le Coordonnateur SPS et la MOE, après concertation, peuvent mettre en demeure l'entreprise titulaire de lot et/ou le sous-traitant de remédier aux manquements constatés. Dans le cas de non mise en conformité dans un délai défini, le Coordonnateur SPS en informe le Maître d'Ouvrage pour que ce dernier prenne directement les mesures et / ou sanctions nécessaires (de l'avertissement individuel à l'exclusion de la société).

En cas de risque grave et imminent, le Coordonnateur SPS, la MOE et le RHSE chantier ont autorité pour arrêter les travaux de l'entreprise titulaire de lot et/ou du sous-traitant. Le Maître d'Ouvrage, l'entreprise principale, le responsable du sous-traitant sont tenus informés immédiatement par mail de tout arrêt des travaux précisant la date, l'heure et les raisons de cet arrêt.

Moyens mis à la disposition du Coordonnateur SPS

Le Coordonnateur SPS a libre accès au chantier et au matériel mis à sa disposition par l'entreprise principale pour les besoins de sa mission. Il respecte les principes de sécurité ainsi que les règles de sécurité spécifiques au chantier.

Le Coordonnateur SPS peut se faire communiquer par l'entreprise principale ou ses sous-traitants, tout document qu'il juge utile pour exécuter sa mission.

Il est informé des réunions de chantier auxquelles il est systématiquement invité sans qu'une convocation formelle lui soit adressée.

N° Affaire : 23935128 – PGC
Construction ombrières
photovoltaïques sur parking du
bâtiment du BIAM
A la Cité des Energies »

Date : 16 12 2024

Références
page 16/72

2.1.2.3 Dispositions applicables à l'entreprise principale

Obligations de l'entreprise principale et des sous-traitants

Contractuellement, l'entreprise principale et l'ensemble des sous-traitants, sont tenus de participer activement à la Coordination SPS en particulier :

- En assistant à la visite d'Inspection Commune préalable à toute intervention sur le chantier,

Le coordonnateur sécurité procède avec chaque entrepreneur (mandataire, co-traitant ou sous-traitant) à une inspection commune préalable des lieux où seront exécutés les travaux. Cette intervention se déroule préalablement à l'intervention de l'entreprise et avant remise de son Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS).

Pour l'organisation de l'inspection commune préalable, chaque entrepreneur prendra rendez-vous avec le coordonnateur, au plus tard 15 jours avant l'intervention, pour effectuer cette visite.
- En rédigeant le Plan Particulier de Sécurité et Protection de la Santé, avant le début de leurs travaux,
 - Chaque entreprise réalisant des travaux, sous-traitants y compris, devra transmettre au CSPS un Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (P.P.S.P.S.) avant de démarrer toute intervention sur le chantier. Elle disposera d'un mois (ramené à huit jours dans certains cas particuliers) à compter de la réception de son contrat signé par le Maître d'Ouvrage pour élaborer le P.P.S.P.S. Art. R.4532-56 du C.T. Un exemplaire du PPSPS à jour sera tenu à disposition sur chantier (à charge CSPS)
 - Les oublis relevés, les changements de procédure ou de matériel feront l'objet d'additifs ou d'avenant au PPSPS et transmis au CSPS, à la maîtrise d'œuvre et à la MOA
- En participant aux réunions de coordination provoquées par le Coordonnateur SPS,
- En désignant les représentants qui doivent siéger et participer au Collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et des Conditions de Travail (CISSCT),
- En participant aux réunions du CISSCT (Représentants employeurs + Représentants salariés),
- En transmettant au Coordonnateur SPS via le MOE tous les éléments permettant d'établir le Dossier d'Intervention Ulérieure sur l'Ouvrage (DIUO).

Catégorie de l'opération

Au sens de l'article R4532-1 du Code du Travail, l'opération est de catégorie 3

Organisation de la sous-traitance

A quelque rang que ce soit, toute entreprise intervenante sur chantier doit déclarer par écrit avant son intervention, l'ensemble de ses sous-traitants à la Maîtrise d'Œuvre et au Coordonnateur, en indiquant L'effectif prévisionnel et les dates approximatives d'intervention.

Cette sous-traitance devra faire l'objet d'un agrément de la Maîtrise d'œuvre et du service commercial du CEA conformément aux pièces écrites du marché (commande et CGE CEA)

En cas de manquement de déclaration ou d'agrément, le sous-traitant se verra expulsé ou refusé l'accès au chantier.

N° Affaire : 23935128 – PGC Construction ombrières photovoltaïques sur parking du bâtiment du BIAM A la Cité des Energies »	
Date : 16 12 2024	Références page 17/72

Dans le cas où un entrepreneur sous-traite une tâche, il doit remettre au sous-traitant un exemplaire du PGCSPPS, de son PPSPS, ainsi que les mesures d'organisation générale spécifiques au chantier et au site de Cadarache.

Les entreprises ayant recours à des prestataires de services (locataires, ...) devront les informer par écrit des dispositions prises sur le chantier concernant la sécurité des personnes, les circulations dans l'emprise du chantier, l'organisation du trafic et les protections individuelles, dont les personnels de ces entreprises devront être équipés.

Ils devront, notamment, organiser une visite préalable des lieux d'intervention des prestataires de service, leur remettre et commenter tout document utile à la sécurité des prestataires (plan d'installation de chantier, PPSPS, ...).

Le non-respect de ces directives par un prestataire pourra conduire la MOE après rappel écrit, à demander l'exclusion du site de ce dernier.

Le niveau de sous traitance est limité (cf aux dispositions mentionnées dans les pièces écrites).au rang 2

2.1.3 Organisation en matière de sécurité

La coordination de la sécurité du chantier repose sur une action tripartite du maître d'ouvrage, du maître d'œuvre et du coordonnateur SPS :

- le maître d'ouvrage met en place une organisation adaptée aux enjeux de sécurité du chantier et s'assure de son efficacité, notamment au travers des missions de l'Ingénieur Sécurité Projet (ISP) et du référent HSE « entreprise » en charge **du suivi journalier sur chantier des aspects Hygiène Sécurité et Environnement**
- le maître d'œuvre intègre les principes généraux de prévention dans ses études et dans ses choix d'ordonnancement et de pilotage des entreprises.
- le coordonnateur SPS définit des actions de coordination de la sécurité et contrôle la mise en œuvre des mesures arrêtées.

La mise en œuvre des actions de coordination repose sur les titulaires de lots et chacune des entreprises du chantier. La prévention des risques « métier » repose sur chaque employeur.

2.1.3.1 Organisation en matière de sécurité pour la MOA

Pour les chantiers du CEA, le maître d'ouvrage est le CEA, personne morale.

En matière de sécurité, le représentant local du CEA est le Directeur du Centre concerné par le chantier. Les missions opérationnelles de sécurité de la maîtrise d'ouvrage sont regroupées sur une personne désignée « Représentant du Maître d'Ouvrage » (RMOA) désignée conjointement par le Directeur du centre CEA concerné par le chantier. Le RMOA et le Chef de projet (pilote opérationnel) sont usuellement une seule et même personne.

Le rôle du maître d'ouvrage dans la coordination de la sécurité est de :

- donner contractuellement l'autorité et les moyens aux personnes impliquées dans la mission de coordination ;
- réaliser les démarches de déclaration préalable (« déclaration d'ouverture ») s'il y a lieu
- récupérer et transmettre les DTA et les diagnostics amiante avant travaux s'il y a lieu;
- désigner un coordonnateur SPS dès la conception et de suivre son contrat (contrôle de sa prestation) ;
- faire établir un PGCSPPS par le coordonnateur SPS, s'assurer de sa conformité, le joindre aux DCE et le conserver 5 ans après la réception de l'ouvrage. Il sera de la responsabilité du coordonnateur SPS de faire évoluer le PGCSPPS tout au long de la vie du chantier ;
- faire établir par le coordonnateur SPS le dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO) et s'assurer de sa mise à jour tout au long de la vie du chantier ;

N° Affaire : 23935128 – PGC Construction ombrières photovoltaïques sur parking du bâtiment du BIAM A la Cité des Energies »	
Date : 16 12 2024	Références page 18/72

- Identifier au sein de la maîtrise d'œuvre qui est en charge des missions d'Ordonnancement-Pilotage-Coordination (mission OPC) et de la direction de l'exécution des travaux (mission DET) et de contrôler leur bonne implication dans la coordination de sécurité.

Opérationnellement, pour le projet de construction des ombrières du BIAM, l'organisation de la sécurité de la maîtrise d'ouvrage se fonde sur :

- Le RMOA, pilote opérationnel du projet : M. Cyrille FORESTIER ;
- Une assistance extérieure pour le pilotage de l'affaire M.Olivier MOUTOT
- Une assistance HSE Chantier constituée :
 - d'un Ingénieur Sécurité Projet (ISP) : Mme Carole RHUL

2.1.3.2 Organisation en matière de sécurité pour la MOE

Pour le projet de construction des Ombrières du BIAM, le maître d'œuvre est le CEA Cadarache, représenté par la DEN/DSTG/GPI. Il s'agit donc d'une maîtrise d'œuvre interne.

Le déroulement du projet s'inscrit suivant le référentiel méthodologique du CEA dans un cadre de type « loi MOP ».

L'organisation de la sécurité de la maîtrise d'œuvre se fonde sur deux missions clés qui impactent directement la coordination de sécurité :

Les missions DET (Direction de l'Exécution des Travaux) et OPC sont assurées par Ms. Gilles SCHMITT et Laurent KOLJENSIC (suppléant)

2.1.4 Règles générales applicables au chantier

2.1.4.1 Accès et circulations

Accès principal

L'accès au chantier se fera depuis la RD 952, puis sur les voies de la Cité des Energies et ce jusqu'au portail d'accès au chantier

Il est à noter l'exécution de travaux connexes engagés par le CEA à proximité du chantier BIAM et susceptibles d'amener des contraintes ponctuelles légères de circulation pour les approvisionnements.

Ponctuellement, dans le cas où un autre chantier clos serait en interface avec le projet, une réunion serait à organiser entre les deux MOEs et les deux CSPS des chantiers en interface

Le coût lié à l'entretien des voies souillées par le chantier depuis la RD 952 ainsi que le maintien en état du marquage horizontal et vertical et le balisage provisoire de chantier signalant l'accès pendant les travaux, sera pris en charge par l'entreprise titulaire du marché.

2.1.4.2 Contrôle et gardiennage des accès

Le chantier sera clos en permanence mais non surveillé

La gestion de l'ouverture/fermeture de la barrière de la voie d'accès au chantier sera assurée par l'entreprise titulaire du marché. Le chantier devra être fermé par cadenas en fin de journée et une clef du cadenas ou le code remis au MOA et au MOE

En dehors des horaires d'ouverture du chantier, l'accès sera interdit à quiconque à défaut d'une autorisation écrite du MOA.

En aucun cas le Maître d'Ouvrage ne pourra être tenu pour responsable des vols, pertes ou dommages pouvant survenir sur le chantier et sur la plateforme entreprise.

La gestion des présences sur chantier sera assurée au travers d'un registre déposé (par le CEA) dans le hall du bâtiment 1900 et dont la complétude restera sous la responsabilité du titulaire du marché ou des entreprises (si sous traitance)

N° Affaire : 23935128 – PGC
Construction ombrières
photovoltaïques sur parking du
bâtiment du BIAM
A la Cité des Energies »

Date : 16 12 2024

Références
page 19/72

Visite de chantier par des tiers :

Les visites de chantier seront soumises à l'accord du maître d'ouvrage, même pour le personnel des entreprises participant aux travaux mais n'étant pas affecté au chantier.

Les demandes seront à transmettre au maître d'œuvre une semaine avant la visite.

L'accès du public au chantier ne sera pas autorisé en l'absence d'encadrant connus du chantier

Accès des visiteurs :

Pour pénétrer sur le chantier, les visiteurs devront :

- être accompagnés par une personne autorisée par le MOE, le Maître d'Ouvrage ou l'entreprise concernée,
- être équipés des EPI obligatoires (casque, chaussures de sécurité, gilet de visualisation).

NOTA : L'entité recevant des visiteurs sera tenue de fournir les équipements de sécurité aux visiteurs non équipés désirant se rendre sur le chantier et n'en disposant pas .Aucun prêt d'EPI ne sera réalisé par le CEA

2.1.4.3 Accès du personnel

Toute entreprise intervenante sur le chantier prendra les dispositions nécessaires pour que chaque personne puisse être facilement identifiable sur le chantier (nom de l'intervenant, sigle de la société d'appartenance, fonction, SST sur le casque et/ou le vêtement de travail).

Les dispositions minimales pour la délivrance d'un accès au chantier sont :

- Sous-traitant connu et agréé du MOE et ayant satisfait aux exigences relatives à la coordination de sécurité :
 - Inspection commune réalisée avec le Coordonnateur SPS,
 - PPSPS examiné par le Coordonnateur SPS,
- Personnel muni des EPI obligatoires,
- Personnel ayant participé à l'accueil sécurité chantier.

Il sera interdit au personnel de rester sur le chantier en dehors des heures de travail habituels (7h30 /17h00), à moins d'accords spéciaux écrits.

2.1.4.4 Accueil sécurité du personnel et formation à la sécurité des salariés du chantier

Le référent HSE de l'entreprise titulaire du marché réalisera pour toute la durée de l'opération l'accueil sécurité chantier de l'ensemble des intervenants sur chantier (entreprise principale et sous-traitants). **Le premier accueil sera réalisé en présence de l'ISP du CEA**

L'objet de cette information est d'instruire tout salarié des précautions à prendre pour assurer sa propre sécurité et, le cas échéant, celle des autres personnes sur le chantier (y compris dans la zone entreprises). Cet accueil sécurité devra à minima traiter des points suivants :

N° Affaire : 23935128 – PGC Construction ombrières photovoltaïques sur parking du bâtiment du BIAM A la Cité des Energies »	
Date : 16 12 2024	Références page 20/72

- une information sur les conditions de circulation sur le chantier et d'accès au chantier pour les personnes et engins,
- une présentation du chantier et des conditions d'hygiène et de sécurité applicables,
- une présentation des consignes sur la conduite à tenir en cas d'accident ou d'incendie et les points de rassemblement,
- une présentation des consignes particulières du CEA Cadarache applicables au chantier ainsi que les interdictions spécifiques.

Le référent HSE chantier du titulaire tiendra à jour la liste de l'ensemble des personnes ayant participé à l'accueil sécurité.

En l'absence de cet accueil, l'accès d'une personne au chantier lui sera refusé.

A noter que cet accueil sécurité ne dispense pas chaque entreprise de la formation à la sécurité de leur personnel suivant le décret du 20 mars 1979 (voir annexe 9).

La formation sécurité au poste de travail (présentation du poste de travail, des risques inhérents aux activités et des règles de sécurité qui y sont liées) incombera à l'encadrement de chantier des entreprises et sera tracée dans le registre du personnel.

Le personnel intérimaire devra être médicalement apte à effectuer le travail auquel il est destiné. Il devra bénéficier, en outre, d'une formation à la sécurité renforcée (loi n° 90-613 du 12/07/90).

En aucun cas le personnel intérimaire ne se verra attribuer des travaux dont l'exposition aux risques figure dans La liste des travaux comportant des risques particuliers pour lesquels un plan général simplifié de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé est requis en application de l'article R. 238-25-1 ou de l'article R. 238-25-2 du code du travail est fixée ci-après :

1° Travaux présentant des risques particulièrement aggravés, par la nature de l'activité ou des procédés mis en oeuvre ou par l'environnement du poste de travail ou de l'ouvrage exposant les travailleurs :

- à des risques de chute de hauteur de plus de 3 mètres, au sens de l'article 5 du décret du 8 janvier 1965 susvisé ;

- à un risque d'ensevelissement ou d'enlèvement ;

2° Travaux exposant les travailleurs à des substances chimiques ou à des agents biologiques nécessitant une surveillance médicale au sens de l'article R. 241-50, ou de l'article 32 du décret du 11 mai 1982 susvisé, ainsi que des articles R. 231-56-11-I et R. 231-65-I ;

3° Travaux de retrait ou de confinement de l'amiante friable, au sens du décret du 7 février 1996 susvisé ;

4° Travaux exposant à des radiations ionisantes en zone contrôlée ou surveillée en application de l'article 23 du décret du 2 octobre 1986 ou de l'article 15 du décret du 28 avril 1975 susvisé ;

5° Travaux exposant les travailleurs au contact de pièces nues sous tension supérieure à la très basse tension (TBT) et travaux à proximité des lignes électriques de HTB aériennes ou enterrées ;

6° Travaux exposant les travailleurs à un risque de noyade ;

7° Travaux de puits, de terrassements souterrains, de tunnels, de reprise en sous-oeuvre ;

8° Travaux en plongée appareillée ;

N° Affaire : 23935128 – PGC
Construction ombrières
photovoltaïques sur parking du
bâtiment du BIAM
A la Cité des Energies »

Date : 16 12 2024

Références
page 21/72

9° Travaux en milieu hyperbare ;

10° Travaux de démolition, de déconstruction, de réhabilitation, impliquant les structures porteuses d'un ouvrage ou d'une partie d'ouvrage d'un volume initial hors oeuvre supérieur à 200 mètres cubes ;

11° Travaux comportant l'usage d'explosifs ;

12° Travaux de montage ou de démontage d'éléments préfabriqués lourds au sens de l'article 170 du décret du 8 janvier 1965 susvisé ;

13° Travaux comportant le recours à des appareils de levage d'une capacité supérieure à 60 t/m, tels que grues mobiles ou grues à tour.

2.1.4.5 Accès chantier des véhicules :

Seuls les véhicules d'entreprises porteurs du logo d'identification de leur entreprise ou les livreurs annonces seront autorisés à accéder ponctuellement sur chantier pour charger ou décharger du matériel.

Les véhicules des intervenants seront obligatoirement garés sur le parking dédié au chantier par le MOA et proche de ce dernier

Le projet de plan de circulation de chantier sera établi par la MOE pour la consultation.

En phase chantier ce dernier sera repris et géré par le titulaire du marché en concertation le coordonnateur SPS. Les flux piétons seront séparés et protégés vis-à-vis du trafic de chantier. L'accès aux zones de travail est à la charge du Titulaire du marché

Les travaux ne devront interférer en aucune façon avec les activités du bâtiment 921(ASTBTP) et du bâtiment 1900 (BIAM)

Le Titulaire du marché, conformément au CCTG, a en charge

- la fourniture et l'entretien de la clôture de chantier et du portail pour toute la durée du chantier
- Le Terrassement de la base vie, des zones de stockage et des voies de circulation
- La mise en place de la base vie pour l'ensemble des intervenants et son entretien
- La mise en place et la gestion des bennes à déchets

Les livraisons sur chantier seront planifiées et feront l'objet de l'établissement d'un DHOL .Les livraisons non courantes (approvisionnement des bungalows de la base vie, porte chars pour le transfert des engins de chantier, équipements lourds et volumineux,...) devront être annoncées par les entreprises concernées à la réunion hebdomadaire de chantier à S-1

L'entreprise sollicitant une livraison devra identifier le contact sur chantier à appeler pour récupérer la marchandise

Equipements de travail – engins – appareils et accessoires de levage

Tous les équipements de travail, engins, appareils et accessoires de levage pénétrant sur le chantier devront être contrôlés conformément à la réglementation en vigueur.

Les rapports de vérification et les registres de sécurité seront à la disposition du coordonnateur SPS sur le chantier.

Chaque entreprise titulaire de lot tiendra à jour la liste de ces équipements utilisés sur le chantier.

Le coordonnateur SPS pourra demander toute justification à la conformité, au maintien en état et aux conditions de vérification des équipements.

Le coordonnateur SPS pourra exiger la mise à l'arrêt et le maintien hors service de tout équipement de travail, qui n'aurait pas satisfait aux vérifications réglementaires.

N° Affaire : 23935128 – PGC
Construction ombrières
photovoltaïques sur parking du
bâtiment du BIAM
A la Cité des Energies »

Date : 16 12 2024

Références
page 22/72

Habilitations – autorisations de conduite.

Chaque entreprise intervenante devra détenir sur le chantier une photocopie des titres d’habilitation et la liste nominative du personnel autorisé à :

- conduire les engins de chantier y compris les appareils de levage,
- conduire les chariots automoteurs de manutention,
- utiliser l’outillage ou les machines dangereuses (pistolet de scellement, tronçonneuse, etc.),
- utiliser ,si nécessaire, les sources de rayons ionisants et les sources laser (Attention à l’application d’une procédure particulière au CEA pour l’usage des appareils de gammagraphie - Se rapprocher de l’ISP)
- travailler sur les installations électriques (habilitations électriques obligatoires)
- monter, modifier et démonter les échafaudages,
- assurer la maintenance et l’entretien des équipements de travail et installations,
- assurer la vérification et contrôle des équipements de protection individuelle,
-

Les autorisations délivrées ne seront reconnues valables que dans la mesure où les préposés à ces vérifications disposeront réellement des aptitudes techniques et médicales nécessaires.

Chaque entreprise titulaire de lot transmettra ces pièces au référent HSE et au coordonnateur SPS à leur demande.

Gestion des problèmes de sécurité

En cas d’infractions répétées aux règles ou de manque flagrant de coopération pour faire appliquer ces règles, les entreprises pourront être exclues du chantier par le Maître d’Ouvrage ou le Maître d’œuvre.

En cas de violation répétée des consignes de sécurité par l’entreprise ou en cas d’infraction grave et de mise en danger d’autrui, la rupture du contrat ou l’exclusion du chantier pourra être signifiée immédiatement par le Maître d’Ouvrage ou le Maître d’œuvre.

En cas de vol sur le chantier, le maître d’ouvrage déclinera toute responsabilité

Le MOE, le Maître d'Ouvrage se réservent le droit à tout moment de demander le contrôle de l’identité des personnes et du contenu de tous les véhicules entrant ou sortant de l’enceinte du chantier.

Accès des engins de chantier

En plus des dispositions citées ci-dessus, les engins de chantier ne pourront pénétrer sur le chantier qu’après contrôle par le préventeur de l’entreprise principale de la validité des certificats de vérification périodique.

Chaque entreprise sur chantier tiendra une liste à jour des engins autorisés à travailler sur le chantier avec la date de la dernière vérification périodique, le nom de l’entreprise et le nom du conducteur habituel.

N° Affaire : 23935128 – PGC Construction ombrières photovoltaïques sur parking du bâtiment du BIAM A la Cité des Energies »	
Date : 16 12 2024	Références page 23/72

Hors Gabarit

Pour les approvisionnements « hors gabarit » , « sensibles » ou réalisés en dehors de la plage horaire d'ouverture du chantier, ceux-ci seront annoncés par le MOE à la FLS

Communication interne sur le chantier

Conducteur de grues mobiles

Pour les grues mobiles, si nécessaire, la liaison radio est requise en cas d'absence de visibilité directe avec le chef de manœuvre, sinon, utilisation des gestes conventionnels de manœuvre.

2.1.5 Mesures d'organisation générale du chantier

2.1.5.1 Calendrier

Les dates d'interventions des entreprises seront communiquées au Coordonnateur SPS par le maître d'œuvre, dans un délai compatible avec l'organisation des visites précitées (§ 2.1.2.3).

Le maître d'œuvre a établi, suivant les impératifs du maître d'ouvrage, un planning cadre d'exécution y compris phase de préparation, pour l'ensemble des travaux.

En cas de décalage dans le planning, il sera organisé une réunion de coordination avec les intervenants concernés, de manière à prendre toutes dispositions en considérant les nouveaux risques induits par les nouvelles conditions (co-activités, horaires, travail de nuit éventuel).

2.1.5.2 Plan d'installation de chantier (PIC)

- ☐ En conception : Un projet de plan d'installation a été établi par le MOE
- ☐ En réalisation : repris et mis à jour autant de fois que nécessaire par le Titulaire du marché en fonction du phasage des travaux et de l'évolution du chantier

Ce plan comprendra notamment :

- Une étude des accès au chantier,
- L'organisation du trafic routier et des cheminements piétons,
- La zone de stationnement des véhicules entreprises et des engins,
- La prise en compte des ouvrages voisins existants et des obstacles,
- L'implantation des zones de cantonnements, de stockage et de préfabrication,
- L'implantation des réseaux divers,
- L'installation électrique du chantier,
- L'implantation des clôtures de chantier et des lieux de stockage des déchets et gravois,
- Les lieux de stockage des produits chimiques ou autres substances dangereuses,

N° Affaire : 23935128 – PGC
Construction ombrières
photovoltaïques sur parking du
bâtiment du BIAM
A la Cité des Energies »

Date : 16 12 2024

Références
page 24/72

- Les appareils de levage fixes, leur type, les zones de survol de charges interdit, les zones d'interférences, ...
- Les appareils de levage mobiles et leur zone d'évolution et de travail,
- Les zones d'entreposage allouées par entreprises et ce au vu des demandes formulées par ces dernières.

Le PIC devra être affiché à l'entrée du chantier par l'entreprise titulaire du marché

2.1.5.3 Locaux de vie et d'hygiène

Ces locaux sont à la charge du Titulaire du marché et seront mis à disposition de chaque entreprise appelée à intervenir dans le cadre de l'opération.

Ils seront installés pendant la période de préparation, maintenus en place et entretenus par le Titulaire du marché

Le raccordement EP et ES de la base vie incombera au Titulaire du marché

Le raccordement électrique de la base vie incombera au titulaire du marché

Les installations comprennent :

- l'aménagement de la plateforme entreprises (clôtures, portail d'accès, viabilisation du terrain, raccordement aux réseaux provisoires, revêtement plateforme),
- l'aire de stationnement des véhicules « entreprise. » Celle-ci devra être éclairée, clairement délimitée, distincte de l'aire de stationnement des engins de chantier,
- les bureaux de chantier,
- les sanitaires, douches, lavabos, vestiaires communs à l'ensemble des intervenants (titulaire du marché + sous-traitants éventuels) prévus pour l'effectif du chantier (en tenant compte de l'évolution des effectifs),
- les réfectoires communs intervenants (titulaire du marché + sous-traitants éventuels)
- Toutes autres prestations décrites dans le CCTG et CCTP du marché

Le Tableau ci-dessous rappelle les dispositions applicables aux entreprises dans le domaine des installations d'accueil sur chantier.

Installations d'accueil dans les chantiers		Durée du chantier		Observations
		> 4 mois	< 4 mois	
Tous les locaux		X	X	Aéré, éclairé et chauffé ; tenu dans un état de propreté constant.
			X	Si les locaux fixes ne sont pas adaptés, possibilité d'utiliser des véhicules de chantier spécialement aménagés à cet effet qui doivent pouvoir répondre aux mêmes besoins. Pour un chantier de travaux souterrains le local vestiaire doit se trouver au jour. Le local en sous-sol n'est toléré qu'exceptionnellement à défaut d'autres solutions. Il n'est accepté que s'il est possible de l'aérer et de l'éclairer convenablement et de le tenir propre.
Local vestiaires	Armoires vestiaires	X	X	Ininflammables, à 2 compartiments
			X	Si le chantier est trop exigu pour des armoires, possibilité de les remplacer par des patères en nombre suffisant.
	Sièges	X	X	En nombre suffisant, nettoyage après chaque repas.
Local réfectoires	Tables et chaises	X	X	En nombre suffisant, nettoyage après chaque repas

N° Affaire : 23935128 – PGC
Construction ombrières
photovoltaïques sur parking du
bâtiment du BIAM
A la Cité des Energies »

Date : 16 12 2024

Références
page 25/72

	Appareil de réchauffage ou de cuisson	X	X	Chauffe gamelle, cuisinière, micro-ondes...avec consignes d'utilisation
	Eau potable fraîche et chaude	X	X	Un robinet pour 10 usagers conseillé (OPPBTP) (obligatoire dès que 25 salariés prennent leur repas)
	Garde-manger ou réfrigérateur	X	X	Réfrigérateur conseillé (OPPBTP)
Eau potable	Pour la boisson	X	X	Eau potable fraîche, 3 litres au moins par jour et par travailleur
Sanitaires	Lavabos	X	X	Lavabos, 1 au moins pour 10 travailleurs ou système de rampes équivalent.
	Eau pour se laver	X	X	Eau courante à température réglable
			X	Si l'eau courante est impossible, possibilité de se raccorder sur un réservoir avec quantité suffisante. Si possible, l'eau doit être à température réglable.
	Moyens de nettoyage, séchage, essuyage	X	X	Savon liquide adapté, rouleaux tissu ou sècheurs électriques adaptés.
Cabinets d'aisance WC,urinoirs.		X	X	Un cabinet et un urinoir pour 20 (ou 2 cabinets)
				Papier hygiénique
				Un cabinet au mois avec poste d'eau
Douches		X	X	Installations conseillées 1 douche pour 3 personnes est obligatoire pour les travaux salissants, insalubres....

Ces installations devront répondre à l'ensemble des normes en vigueur, y compris la réglementation relative à la sécurité contre l'incendie (extincteurs, sorties de secours, éclairage de sécurité, ...)

Les locaux d'hygiène seront dimensionnés en prenant en compte la possible présence de personnel féminin.

Il sera interdit de fumer dans l'ensemble des installations communes de chantier. Le point autorisé pour fumer le plus proche du réfectoire sera à définir et à matérialiser (à charge du Titulaire du marché)

Une signalétique rappelant cette interdiction sera mise en place dans ces locaux par l'installateur.

Des zones « fumeurs » pourront être aménagées, si nécessaire sur le chantier, sous réserve de validation auprès de la MOE

Dans le cadre de création de cette zone, l'entreprise titulaire du marché devra procéder à son identification sur chantier et à la mise en place de cendrier. La gestion du vidage de ces derniers relèvera de la responsabilité du Titulaire du marché. Il ne sera toléré aucun mégot sur chantier. En cas de manquement, le CEA se réserve le droit de faire intervenir une entreprise »tiers« pour nettoyer le chantier avec répercussion du cout financier au titulaire du marché

Locaux privatifs :

L'installation des bureaux dédiés et magasins de stockage de petits matériels est à la charge de chaque entreprise le souhaitant .

Sur les bungalows réservés aux bureaux, un panneau indiquera la raison sociale de l'occupant.

N° Affaire : 23935128 – PGC
Construction ombrières
photovoltaïques sur parking du
bâtiment du BIAM
A la Cité des Energies »

Date : 16 12 2024

Références
page 26/72

Les raccordements électriques de ces locaux seront à la charge de l'intervenant qui devra s'assurer de la conformité des installations électriques avant raccordement. Ces vérifications seront consignées sur un registre de sécurité tenu par chaque entreprise . Ce registre ainsi que les rapports de vérifications seront à la disposition du coordonnateur SPS

Ces locaux seront équipés d'extincteurs appropriés en nombre suffisant, l'entreprise utilisatrice se chargera de l'entretien de ces locaux.

Zone chantier :

Installations sanitaires

Sanitaires raccordés au réseau si possible ou a défaut mise en place de wc chimiques

Eau potable et eau industrielle

L'entreprise titulaire du marché de travaux aura à sa charge :

- ✓ la définition et l'aménagement des points de livraisons d'eau industrielle pour la phase chantier,

Logements pour les travailleurs :

Le Maître d'Ouvrage ne met aucun local à disposition pour loger les travailleurs. Tout hébergement de travailleurs sur l'emprise du CEA CADARACHE sera interdit.

2.1.5.4 Réseaux provisoires :

- Eau,
- Assainissement,
- Electricité.

Ensemble de ces réseaux et branchements sont à installer durant la période de préparation par L'entreprise titulaire du marché

L'ensemble des réseaux provisoires (alimentation et distribution), tant sur la plateforme entreprise que sur la zone chantier, devra être réalisé de manière à ne pas être détérioré par les circulations de chantier et ne pas gêner ou faire obstacle à la circulation piétonne. Ces réseaux devront être de préférence enterrés ou à défaut, être protégés mécaniquement. Ils seront à repérer sur le plan d'installation de chantier.

Le raccordement en énergie s'effectuera sur le point d'alimentation mis à disposition par le MOA, identifié sur le PIC établi par le MOE et joint au DCE

Nota : L'évacuation de l'ensemble des réseaux provisoires sera à réaliser en fin de chantier par le titulaire du marché

2.1.5.5 Clôtures de chantier :

Au démarrage de la période de préparation, une clôture sera posée par le Titulaire du Marché pour éviter toute intrusion de tiers étranger au chantier et pour isoler le chantier des installations du Centre de Cadarache et des bâtiments en proximité directe

N° Affaire : 23935128 – PGC
Construction ombrières
photovoltaïques sur parking du
bâtiment du BIAM
A la Cité des Energies »

Date : 16 12 2024

Références
page 27/72

Ces clôtures comporteront les accès routier (entrées / sorties) qui seront fermés par portail après chaque passage et l'ensemble de la signalisation (panneaux, panonceaux, nécessaires tel que définis dans les CCTG et CCTP

L'intervention sur cette clôture sera à la charge du Titulaire du marché pour

- son nettoyage et sa réparation suite à dégradation si l'auteur n'est pas identifié,
- pour son entretien et sa maintenance courante,

Si la clôture venait à être endommagée et que le fautif était identifié, alors sa réparation lui incombera

2.1.5.6 Signalisation et balisage :

Signalisation de sécurité :

Chaque entreprise mettra en place, s'il y a lieu, sur les lieux de travail, une signalisation de sécurité suivant l'arrêté du 04/11/93. Cette signalisation aura pour but de donner une information rapide sur un danger pouvant exister et d'en faciliter son identification précise.

Attention : cette signalisation ne saurait éliminer le danger et ne remplace pas les mesures de protection contre les risques d'accident.

Signalisation accès chantier :

L'entreprise titulaire du marché mettra en place une signalisation de chantier, tant celle nécessaire à la sécurité que celle permettant de repérer les accès au chantier.

Elle installera également au niveau de chaque accès, les divers panneaux réglementaires (port du casque obligatoire, chantier interdit au public, port des chaussures de sécurité et gilet de visualisation obligatoire, etc.) et en assurera leur maintenance.

Pour le cas des risques spécifiques à un lot de travaux, il appartiendra au dit lot de mettre en place la signalisation spécifique appropriée

Affichage

Affichage à l'entrée du chantier

L'entreprise titulaire du marché fournira et mettra en place (emplacement à définir avec le Coordonnateur SPS réalisation et le MOE) un panneau étanche d'affichage (dimensions H x l – 2,00 x 1,50 m) pour le chantier (affichage liste des sous-traitants, coordonnées Inspecteur du Travail, OPPBTP, CARSAT, ...).

Ce panneau respectera les prescriptions définies par le MOE dans le CCTG/CCTP en terme de dimension

Affichage à l'intérieur du chantier

-Les consignes sur la conduite à tenir en cas d'accident, d'incendie ou en cas d'alerte générale seront affichées par le lot Titulaire du marché dans les locaux de chantier.

-Le titulaire du marché devra mettre en place un tableau d'information (étanche) au niveau du portillon d'entrée piétons du chantier. Celui-ci sera utilisé par le CEA ou le titulaire pour diffuser des informations importantes (consignes particulières,...) aux compagnons intervenant sur chantier

N° Affaire : 23935128 – PGC
Construction ombrières
photovoltaïques sur parking du
bâtiment du BIAM
A la Cité des Energies »

Date : 16 12 2024

Références
page 28/72

2.1.5.7 Horaires de chantier :

Les horaires de chantier seront validés par le MOE d'exécution sur proposition du responsable du Titulaire du marché qui prendra soin de préciser l'organisation sécurité mise en place durant la plage horaire de travail. La durée hebdomadaire légale de travail devra être impérativement respectée.

Les entreprises devant, pour des raisons exceptionnelles, effectuer des travaux en dehors des horaires normaux du chantier, devront en effectuer la demande préalable pour autorisation auprès de la maîtrise d'œuvre. L'intention de travail les samedis devra faire l'objet au préalable d'une demande d'autorisation auprès de la MOE

2.1.6 Discipline générale (Cf Annexes 9 et 10)

Les dispositions applicables définies par le MOA (annexe 10) seront affichés par le référent HSE du titulaire sur le tableau d'information situé à proximité du portillon d'entrée piéton cité précédemment

Ainsi il sera défini :

- **qu'il est interdit de fumer** dans les bureaux et locaux de vie et d'hygiène,
- **qu'il est interdit de fumer sur le chantier en dehors des zones dédiées**
 - **qu'il est interdit d'effectuer des prises de vue ou de détenir un appareil photo** sans avoir au préalable effectué la demande d'autorisation auprès du maître d'ouvrage. Les prises de vues, leur publication ou diffusion ainsi que leurs modalités de classement sont soumises à des règles précisées par circulaires.
- **que sont interdits :**
 - la détention et le port d'armes de toute nature,
 - l'introduction de boissons alcoolisées,
- **que sont obligatoires :**
 - le port des chaussures ou bottes de sécurité sur l'ensemble des zones de travaux,
 - le port du casque sur l'ensemble du chantier,
 - le port du baudrier rétro-réfléchissant (sauf dérogation pour le cas des travaux par point chauds)
 - le port des équipements individuels spécifiques associés à certains travaux (gants, lunettes, harnais, etc...).

Le non-respect du port des équipements de protection individuelle fera l'objet d'avertissement et pourra conduire, en cas d'infractions répétées, au retrait de l'autorisation d'accès au site de la personne incriminée.

Le Maître d'Œuvre se réserve le droit de faire expulser du chantier toute personne :

- en état d'ébriété,
- commerçant ou consommant des drogues ou des barbituriques,
- à l'origine de rixe,
- mettant en danger la santé d'autrui ou la sienne,
- ne pouvant justifier des raisons de sa présence sur le chantier.

N° Affaire : 23935128 – PGC Construction ombrières photovoltaïques sur parking du bâtiment du BIAM A la Cité des Energies »	
Date : 16 12 2024	Références page 29/72

2.1.7 Travaux et exposition du personnel aux fortes chaleurs

Au cours des périodes de fortes chaleurs (déclenchement des mesures de mise en garde et d'action), les entreprises devront mettre en œuvre sans délai les mesures préconisées par la Médecine du Travail ou l'INRS tant en terme d'organisation de travail (aménagement des horaires de travail, augmentation de la fréquence des pauses de récupération, prise en compte de la « période d'acclimatement » à la chaleur, limitation du travail physique et report à plus tard des tâches lourdes, généralisation des aides mécaniques à la manutention, ...) que de condition de travail (limitation du temps d'exposition du salarié au soleil, rotation des tâches si des postes moins exposés en donnent la possibilité, travail en équipe permettant une surveillance mutuelle des salariés).

Chaque entreprise intervenante :

- installera des sources d'eau potable et fraîche à proximité des postes de travail,
- prévoira des aires de repos climatisées ou aménagera des zones d'ombre,
- pensera aux adaptations techniques permettant de limiter les effets de la chaleur,
- sensibilisera ses salariés aux risques liés à la chaleur (importance de l'acclimatement, coups de chaleur, ...) et des mesures de premiers secours.

Les dispositifs mis en place devront être placés au plus près des postes de travail.

2.1.8 Conditions climatiques particulières (vent, orage, impact de foudre)

Il sera fait application de l'annexe 5 et de la note CEA /DRF/CAD /BIAM DO 105 du 28/05/2019 Risque Foudre

Il est important de rappeler le risque de brusques et violentes bourrasques de vent, de fortes chaleurs et d'orage.

Les entreprises devront s'informer quotidiennement auprès des services de Météo France sur les prévisions climatiques de manière à organiser le travail en fonction des risques qu'il y aura lieu d'évaluer par rapport à la situation météorologique (vent en bourrasque, orage violent, foudre, neige...).

Risque orage/foudre : La zone où se situe le Centre CEA de Cadarache, étant particulièrement exposée aux impacts de foudre (nombreux et fréquents en période estivale voire hivernale), les entrepreneurs devront prendre en compte dans leur PPSPS le risque de foudroiement en exigeant de leurs personnels l'arrêt de tout travail en extérieur et la mise à l'abri en cas de passage en alerte orage orange.

Un abonnement météo pour recevoir les alertes vents et les alertes Orages sera obligatoirement souscrit par le titulaire du marché. Cet abonnement couvrira la durée totale du chantier. Dans cet abonnement, les alertes orages « orange » et « rouges » devront être parfaitement identifiés.

Alerte orange : impact foudre dans un rayon de 20km.

Alerte rouge : impact foudre dans un rayon de 5 km.

Les titulaires prévoiront dans leur PPSPS les modalités de repli et de reprise d'activité en cas de risque de foudre sur le chantier.

N° Affaire : 23935128 – PGC Construction ombrières photovoltaïques sur parking du bâtiment du BIAM A la Cité des Energies »	
Date : 16 12 2024	Références page 30/72

2.2 MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR EN MATIERE DE SECURITE ET DE SANTE ET LES SUJETIONS QUI EN DECOULENT

2.2.1 Protections collectives

□ Généralités

Chaque entreprise intervenante sur le chantier aura à sa charge, la fourniture, la mise en place, la maintenance des protections collectives jusqu'à leur dépose définitive ou jusqu'à la fin de ses travaux.

Le préventeur de chaque entreprise intervenante et **le référent HSE du titulaire du marché** veilleront à la mise en place, au maintien et à l'entretien de ces dispositifs.

Les sous-traitants pourront installer les protections collectives en accord et sous la responsabilité de l'entreprise titulaire du marché pour laquelle ils interviennent.

L'ensemble des protections collectives mises en œuvre par l'entreprise sur le chantier devra être décrit dans son PPSPS.

Les protections collectives devront être conçues et réalisées pour répondre aux principes généraux suivants :

- Etre toujours mises en œuvre préalablement à l'apparition du risque,
- Etre adaptées et suffisantes pour permettre, en toute sécurité et sans démontage, la réalisation de l'ensemble des travaux de l'entrepreneur, de ses sous-traitants ou des entreprises appelées à lui succéder sur la partie d'ouvrage considérée.

Sauf accord particulier préalable, seul l'entrepreneur ayant la charge de la maintenance d'une protection collective provisoire sera autorisé à la déposer.

Cependant, une protection collective ne pourra être déposée que dans les cas suivants :

- Disparition du risque liée à l'avancement des travaux,
- La protection collective définitive de l'ouvrage est mise en place, et elle est suffisante pour les travaux qui restent à réaliser,
- Un autre dispositif provisoire d'une efficacité au moins équivalente est mis en œuvre. (Une procédure devra être établie dans le PPSPS par l'entreprise qui entre dans ce cas).

Si, à la fin des travaux de l'entrepreneur, un ou plusieurs risques subsistent sur l'ouvrage, les prescriptions édictées ci-dessus resteront applicables. Ce dernier devra mettre en place une protection collective en concertation avec le maître d'œuvre destinée aux autres entrepreneurs appelés à lui succéder.

Tout corps d'état dont l'intervention nécessite l'enlèvement des protections collectives mises en place par l'entreprise titulaire du lot, devra installer après accord de ce dernier, l'équipement de remplacement adapté à la réalisation de ses travaux, garantissant une protection collective efficace. Il en assurera alors la maintenance jusqu'à la fin de ses travaux ou à la remise en place des protections initiales.

Les dispositifs de sécurité mis en place par une entreprise pour son intervention personnelle (échafaudages, filets de protection, barrières, etc.) ou une protection collective partagée avec d'autres entreprises ne pourront être déplacés ou modifiés que par celles les ayant installés.

Toute modification fera l'objet d'un additif au PPSPS avant travaux. autour d'une zone de danger (ex : fouille)

Nota : Toute protection collective mise en place et qui ne semble pas adaptée à la MOE, au CSPS pourra être remplacée sur simple demande de ces 2 interlocuteurs

N° Affaire : 23935128 – PGC
Construction ombrières
photovoltaïques sur parking du
bâtiment du BIAM
A la Cité des Energies »

Date : 16 12 2024

Références
page 31/72

Dispositions en cas de carence d'une entreprise

En cas de défaut d'une entreprise sous-traitante sur l'obligation citée précédemment il incombera au titulaire du marché de palier la défaillance de son sous-traitant

Le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre pourront, en cas de défaillance de l'entreprise titulaire du marché, faire appel à une autre entreprise du chantier ou extérieure pour remettre en place ou en état les protections collectives aux frais de l'entreprise défaillante.

□ Protections collectives adaptées aux travaux à réaliser

Les sécurités collectives mises en place devront intégrer dans leur choix l'aspect pérenne lié à leur donnée de maintien en place et concerneront notamment.

Pour le Génie Civil et ouvrages assimilés (massif en béton armé, etc.....)

La protection contre les blessures térébrantes (les aciers en attente ne devront pas présenter des risques d'empalement),

Les moyens d'accès sécurisés aux zones et postes de travail,

La signalisation et la protection contre les chutes autour des fouilles et tranchées. Toutes les fouilles et crêtes de talus seront délimitées par des gardes corps réglementaires (lisse, sous lisse, plinthe) solidement fixés.

La protection contre les chutes de hauteur et les chutes d'objets au niveau des accès, des plates-formes de travail, des zones de circulation, des escaliers, des trémies, des toitures terrasses, des réservations diverses,

La stabilisation des éléments coffrants suivant notice d'utilisation du fabricant,

La stabilisation provisoire des éléments préfabriqués (note de calcul à établir).

□ Protection des trémies, ouvertures en attente, caniveaux

Elles seront, soit protégées par des gardes corps réglementaires avec plinthes solidement fixées, soit obturées par un platelage solidement fixé et résistant aux surcharges du chantier.

A ce sujet, les protections des trémies seront étudiées dans le PPSPS. Le choix de protections retenues sera clairement exposé en fonction des surcharges prévisibles et des dimensions des trémies. En conséquence, ils seront soumis à avis du coordonnateur SPS et de la Maîtrise d'Œuvre.

Les dispositifs de protection ne pourront être retirés sans l'accord **du référent HSE ou du MOE** et information préalable du coordonnateur SPS.

□ Protections contre les blessures térébrantes

Les aciers en attente (verticaux et horizontaux) ne devront pas présenter de risques d'empalement et cela, quelle que soit leur section.

De même l'ensemble des arêtes vives et saillantes de tout matériel devra être protégé soigneusement.

□ Circuit d'air comprimé

Les canalisations d'air comprimé devront être équipées d'estropes de sécurité pour empêcher le fouettement des flexibles en cas de rupture ou de déconnexion d'un raccord.

N° Affaire : 23935128 – PGC
Construction ombrières
photovoltaïques sur parking du
bâtiment du BIAM
A la Cité des Energies »

Date : 16 12 2024

Références
page 32/72

☐ **Circulation de chantier ou travaux au-dessus des voies circulées (si nécessaire)**

Lors de la réalisation d'ouvrage sur voie ou piste en circulation, l'entrepreneur concerné devra compléter les protections collectives contre les chutes par des écrans pleins ou filets empêchant les chutes d'objets ou de matériaux.

☐ **Séparation physique de l'atelier de travail des voies circulées**

Afin d'éviter la chute ou la projection de matériaux sur les voies circulées mitoyennes d'un atelier de travail, la clôture de délimitation sera renforcée par des écrans de protection pleins au droit des zones de travaux. L'installation et l'entretien de ces protections seront à la charge de l'entreprise réalisant ces travaux.

☐ **Matérialisation des crêtes de talus**

Les crêtes des talus des déblais seront protégées par des gardes corps réglementaires en phase préparatoire.

☐ **Travaux en fouilles**

Pour le cas des travaux de GC à réaliser après terrassements, il y aura lieu de bien purger la fouille lors de l'excavation et de traiter les risques liés aux venues d'eau s'il y a lieu.

Chaque entreprise devant accéder dans une fouille devra prendre les dispositions nécessaires pour prévenir

- Le risque d'ensevelissement,
- le risque d'éboulement,
- le risque de chutes de personnes à l'intérieur des fouilles réalisées.

☐ **Chasse-roues et nacelles élévatrices (si nécessaire)**

L'usage de nacelles élévatrices de personnel à l'étage devra être étudié. En particulier, il conviendra de s'assurer de la surcharge admissible du plancher support, la note justificative sera transmise au Maître d'Œuvre. L'installation des protections chasse-roues nécessaires devant les baies et les trémies sera à la charge de l'entreprise mettant en œuvre ces matériels. Ces dispositifs devront être visiblement signalés.

L'usage de nacelle, dans ce cas, devra donc être soumis à accord de la Coordination SPS et de la Maîtrise d'œuvre au plus tôt.

☐ **Travaux en bordure de piste de chantier**

Chaque entreprise intervenante sur le chantier devra organiser ses travaux de façon à les éviter.

En cas d'impossibilité, les zones de travaux seront séparées des voies de circulation par des dispositifs de retenus complétés par des écrans ou grillages lorsque le personnel est exposé à des risques de chutes ou projections de matériaux.

L'ensemble de ces protections sera installé et entretenu par l'entreprise concernée par les travaux .

Un plan d'aménagement sera au préalable soumis à l'accord du MOE et du Coordonnateur SPS. Ces dispositions seront communiquées au titulaire du marché en charge de la mise à jour du plan de circulation de chantier.

☐ **Poussières**

Les risques de nuisances dues aux poussières devront être traités.

N° Affaire : 23935128 – PGC
Construction ombrières
photovoltaïques sur parking du
bâtiment du BIAM
A la Cité des Energies »

Date : 16 12 2024

Références
page 33/72

L'ensemble des pistes sous circulation devra faire l'objet si nécessaire d'un arrosage (à charge du Titulaire du marché)

Chaque entreprise intervenante détaillera, dans son PPSPS, les mesures prises contre les émissions de poussières et le matériel utilisé.

□ **Echafaudages (si nécessaire)**

Conformément à l'arrêté du 21/12/04, tout échafaudage devant être installé sur le site fera l'objet d'une réception initiale avant utilisation, d'une vérification journalière et d'une vérification périodique trimestrielle par du personnel compétent et habilité.

L'entreprise ayant monté l'échafaudage ou son sous-traitant devront après réception de l'échafaudage y apposer un panneau indiquant son nom, la date de réception, les vérifications réalisées et le visa du vérificateur.

Sur ce panneau devra apparaître la signalétique sécurité.

□ **Echafaudages mis en communs**

Pour la réalisation de plusieurs prestations par des entrepreneurs distincts, une mise en commun d'échafaudage pourra être envisagée sous réserve d'en confier le montage, l'entretien et le démontage à une entreprise spécialisée.

Les divers lots de travaux concernés indiqueront à l'installateur d'une manière impérative leurs besoins respectifs en implantation, altitude, charges, durée et phasage afin de finaliser par rapport au planning du chantier cette installation.

L'échafaudage devra faire vérifier l'échafaudage, après montage, par une personne compétente, et remettre, avant utilisation, une copie du certificat de conformité ou rapport de vérification au CSPS et aux utilisateurs.

L'échafaudage devra également être réceptionné par chaque entreprise utilisatrice pour vérifier s'il est adapté aux travaux envisagés (voir recommandation CNAM R408). A ce titre, tout entrepreneur utilisant cet échafaudage devra disposer au sein de son équipe d'une personne habilitée et compétente (cf au décret du 01/09/04).

Durant les travaux, toute détérioration devra être signalée par chaque utilisateur qui devra prévenir l'installateur de l'échafaudage. Il est rappelé que les utilisateurs ne devront à aucun moment modifier l'échafaudage ou déposer des éléments.

Chaque utilisateur devra après réception de l'échafaudage y apposer un panneau indiquant son nom, la date de vérification, les conditions d'utilisation et d'intervention et interdisant l'accès aux entreprises et aux personnes non autorisées.

Chaque utilisateur devra faire vérifier périodiquement l'état de conservation de l'échafaudage par une personne compétente et habilitée (quotidiennement et au moins tous les 3 mois un examen approfondi), et consigné sur le registre de sécurité les dates des contrôles et nom du vérificateur ainsi que les observations éventuelles relevées.

2.2.2 Protections individuelles

Toutes les entreprises veilleront à ce que leur personnel soit équipé et utilise les équipements de protections individuelles adéquats à leur activité et à l'environnement.

Chaque entreprise précisera l'affectation des équipements personnels destinés à prévenir contre les risques d'accidents, tels que :

- gilet de visualisation de classe 2 (port obligatoire pour le personnel à pied situé dans une zone où il y a des circulations d'engins de chantier ou de véhicules),
- casques avec jugulaire (port obligatoire pour toute personne présente sur chantier),

N° Affaire : 23935128 – PGC Construction ombrières photovoltaïques sur parking du bâtiment du BIAM A la Cité des Energies »	
Date : 16 12 2024	Références page 34/72

- chaussures ou bottes de sécurité (port obligatoire pour toute personne présente sur chantier),
- harnais de sécurité complet (longe, double point d'ancrage) pour opérations ponctuelles (notamment pour la pose des protections collectives),
- lunettes (port obligatoire dès qu'un risque de contact avec corps étranger existe),
- masques de protection,
- gants de manutention anti coupures,
- protection auditive,
- Masque FFP2 ou chirurgical (COVID)
- etc.

conformément aux règles en vigueur.

2.2.3 Protection contre l'incendie

□ Moyens d'extinction

Il sera obligatoirement mis en place des extincteurs appropriés aux différents risques :

- dans les locaux affectés au personnel { à charge du Titulaire du marché
- dans les bureaux de chantier disposant { à charge de chaque entrepreneur concernée en
- dans les locaux de stockage en disposant { à charge de chaque entrepreneur concernée
- près des postes de travail particuliers (soudure - meulage - chalumeau avec présence de combustible à proximité) { à charge de chaque entrepreneur concerné
- dans les engins de chantier { à charge de chaque entrepreneur concerné
- dans la salle de réunion { à charge du Titulaire du marché

Les consignes de sécurité incendie seront affichées dans tous les locaux de chantier et ce par chaque entrepreneur identifié précédemment

L'incinération des déchets ou de quelconque matériau sur le chantier sera strictement interdite.

□ Permis de feu

- Chaque entreprise ayant à réaliser des travaux par point chaud devra préalablement à toute intervention
- Solliciter un permis feu auprès de l'ISP CEA (le permis feu aura une validité de 5j)
 - évacuer tout matériel inflammable ou dangereux aux abords de la future zone d'intervention
 - disposer des extincteurs de nature et de capacité adaptée
 - mettre en place des écrans ou bâches de protection en périphérie de la zone de travail
 - Arrêter le travail par point chaud 30min avant le départ du chantier pour s'assurer de l'absence de tout risque résiduel

N° Affaire : 23935128 – PGC
Construction ombrières
photovoltaïques sur parking du
bâtiment du BIAM
A la Cité des Energies »

Date : 16 12 2024

Références
page 35/72

2.2.4 Voies ou zones de déplacement ou de circulations horizontales ou verticales à l'extérieur des bâtiments

Un accès desservant le chantier permettra l'accès des engins de chantier et camions de livraison. L'entretien de ses voies sera à la charge de l'entreprise titulaire du marché. Ces voies devront être stabilisées et en permanence dégagées afin de permettre l'accès aux livraisons et aux secours

□ Voies et pistes

Les voies et pistes à l'intérieur des emprises du chantier devront être réalisées par l'entreprise titulaire du marché. L'entretien (drainage, remise en état, arrosage, signalisation, etc.) pendant toute la durée des travaux pour assurer la circulation des engins et des véhicules en toute sécurité sera pris en charge par l'entreprise titulaire du marché.

L'entreprise devra tenir compte, lors de la création ou de l'aménagement des pistes, des dispositions suivantes :

- Les circulations piétonnes sont différenciées des zones d'évolution des engins et véhicules (balisage, séparation physique est à mettre en place depuis la plateforme entreprises),
- Le bord des pistes du côté du vide devra être muni d'un merlon de protection (ou d'une glissière de protection) si nécessaire
- Des aires de retournement seront créées si nécessaire de façon à éviter les manœuvres en marche arrière des engins (aires balisées spécifiquement),
- Privilégier le sens unique de circulation ; à défaut, la largeur des pistes sera adaptée de façon à ce que les véhicules et engins puissent se croiser facilement ; en cas d'impossibilité technique, des zones de garage seront créées et signalées (l'accès véhicules secours restera prioritaire),
- Les caractéristiques des pistes (pentes, courbes, devers, largeurs, etc.) devront permettre la circulation des engins et véhicules dans les meilleures conditions de sécurité.

L'entreprise titulaire du marché assurera le maintien en état et le nettoyage de l'ensemble des accès (voie publique souillée par le chantier y comprise) autant que de besoin durant la totalité du chantier (cf dispositions CCTG et CCTP)

Une aire de nettoyage des engins en sortie de chantier sera mise en œuvre si nécessaire et tenue en état durant toute la durée du chantier par l'entreprise titulaire du marché. Le rejet d'eau contenant des laitances de ciment sera formellement interdit.

L'entreprise titulaire du marché:

- assurera sur les accès, les mesures de prévention liées au risque de Verglas,
- sera tenu d'élaborer un plan général de circulation pour les différentes zones de travaux et d'en assurer sa mise à jour au cours du déroulement du chantier. Celui-ci sera annexe au PIC

Sur ce plan, l'entreprise titulaire du marché fera figurer les différentes pistes et zones de stationnement qui seront réalisées pour accéder au chantier (accès voie publique, cantonnements, zone de travaux, zones de production et aires de stockage).

Ce plan mentionnera clairement l'affectation (piétons, VL, engins de chantier) ainsi que les sens de circulation pour chacune des pistes.

L'ensemble de la signalisation et dispositifs complémentaires qui seront mis en œuvre pour le respect des règles de circulation sera reporté sur ce plan.

N° Affaire : 23935128 – PGC
Construction ombrières
photovoltaïques sur parking du
bâtiment du BIAM
A la Cité des Energies »

Date : 16 12 2024

Références
page 36/72

Le plan de circulation sera mis à jour préalablement à chaque modification (travaux sur piste). Chaque mise à jour de ce document sera adressée par l'entreprise titulaire du marché au Maître d'œuvre et au coordonnateur SPS.

La diffusion du plan de circulation actualisé à l'ensemble des entreprises sur chantier au titre du projet sera assurée et gérée par la MOE et/ou le HSE.

□ **Consignes particulières de circulation sur les pistes de chantier**

Sans objet

□ **Signalisation**

Sur l'ensemble des zones de circulation du chantier et intersections, l'entreprise titulaire du marché mettra en place une signalisation en fonction des dangers rencontrés :

- Piste de chantier (limitation de vitesse, signalisation renforcée et/ou lumineuse),
- Intersection avec voirie locale,
- Chantiers ponctuels ou dangers isolés,
- Réseaux aériens ou souterrains,
- Fouilles,
- Etc.

Cette signalisation devra être reprise sur le plan d'installation et de circulation tenu à jour par L'entreprise titulaire du marché et conforme à la signalisation routière. Elle sera modifiée aussi souvent que nécessaire en fonction de l'avancement du chantier.

L'entreprise titulaire du marché se chargera également de maintenir en bon état et de nettoyer cette signalisation, ainsi que celle retenue avec les services gestionnaires. Pour cela « un chargé de signalisation » pourra être nommé.

Signalisation et protection des ateliers

Les ateliers situés sur ou en bordure des pistes circulées par les véhicules ou engins de chantier devront être correctement signalés et protégés pour assurer la sécurité du personnel (panneaux, cônes de signalisation, ...).

En outre, le passage des engins et véhicules au droit de ces ateliers devra se faire à allure réduite (au pas). Le personnel à pied devra être équipé d'un gilet rétro-réfléchissant de classe II.

L'ensemble de ces dispositions devra être décrit clairement dans le(s) PPSPS de(s) l'entrepreneur(s) concerné(s).

Consignes générales de circulation sur les pistes de chantier

VEHICULES ET ENGINS DE CHANTIER

Les obligations :

- Respecter les prescriptions du code de la route,
- Priorité absolue aux véhicules de secours,
- N'accepter de conduire un engin qu'avec une habilitation correspondante,
- Allumer le gyrophare si votre engin est en progression lente
- Adapter la vitesse de l'engin à l'état de la piste, aux conditions atmosphériques, à la densité et à la nature du trafic, à la signalisation en place sans excéder 30 km/h.
- Laisser la priorité aux camions « en charge »

N° Affaire : 23935128 – PGC
Construction ombrières
photovoltaïques sur parking du
bâtiment du BIAM
A la Cité des Energies »

Date : 16 12 2024

Références
page 37/72

- Réduire la vitesse (10km/h) :
 - A proximité des zones de travaux et des engins,
 - A proximité du personnel à pied.
- Ne dépasser que les véhicules lents (équipés de gyrophares) après appel de phares ou klaxon.
- Signaler l'engin en panne.

Les interdictions

- Interdiction de reculer en bord de fouille et crête de talus s'il n'y a ni cordon, ni signaleur,
- Interdiction de stationner sur les voies circulées,
- Interdiction de dépasser un engin en marche normale, ou de le suivre à moins de 15 m,
- Interdiction de marche arrière sur les pistes ; dans le cas de demi-tour : priorité à tout autre véhicule ou piéton.

□ Equipement des engins

Tous les camions affectés au transport des matériaux devront être équipés de feux et d'avertisseur sonore de recul.

Circulations verticales et horizontales des piétons

Consignes générales de circulation des piétons

Les obligations

- Respecter la signalisation de sécurité en place,
- Emprunter les accès balisés pour la circulation des piétons,
- Obligation de porter un casque, des chaussures de sécurité et un vêtement de signalisation, de classe 2.
- Les panonceaux réglementaires obligatoires (port obligatoire des EPI, chantier interdit au public) seront apposés par le Titulaire du marché au droit de chaque accès au chantier.

Les interdictions

- Accès interdit à toute personne étrangère au chantier et non accompagnée par une personne habilitée (après accord MOA)
- Interdiction de transporter du personnel à bord d'un engin de chantier.

□ Accès provisoires :

Restrictions sur l'utilisation d'échelles limitées à franchir des hauteurs de 3 m et pour un usage ponctuel (l'échelle est un moyen d'accès et non un poste de travail),

N° Affaire : 23935128 – PGC
Construction ombrières
photovoltaïques sur parking du
bâtiment du BIAM
A la Cité des Energies »

Date : 16 12 2024

Références
page 38/72

Pour des durées plus longues et au-delà de trois mètres, un escalier conforme devra être mis en place par l'entrepreneur concerné.

Cet escalier devra être conçu eu égard à l'utilisation qui en sera faite, et notamment des charges et volumes appelés à y transiter. Dans le cas où il n'existe pas d'autres moyens d'évacuations, l'escalier devra être dimensionné pour permettre le passage d'une personne couchée sur un brancard (≥ 80 cm).

Les cheminements piétons seront aménagés par l'entreprise titulaire du marché pour accéder dans les fouilles.

Toutes les tranchées ouvertes devront être nettement délimitées et visiblement signalées par l'entreprise responsable. De plus des passerelles de franchissement, adaptées et conformes, seront à mettre en place selon les besoins lorsque la tranchée est d'une largeur supérieure à 40 cm.

□ Circulations horizontales intérieures aux bâtiments ou en pied de façade ou dans patio

Sans objet

2.2.5 Conditions de manutention des différents matériaux et matériels

□ Approvisionnements et recettes :

- Le MOE organisera le trafic des convois exceptionnels en fonction des besoins qui lui seront exprimés par les entreprises concernées.
- Les livreurs seront accueillis au portail d'accès du chantier, pris en charge et guidés sur le chantier par un accompagnateur désigné de l'entreprise sollicitant le transport (-DHOLà établir 48 h à l'avance au MOE).
- Les livraisons de matériels, et notamment les camions ou semi-remorques, devront se garer momentanément sur un parking alloué à l'extérieur de l'emprise du chantier le temps que l'accompagnateur désigné vienne les prendre en charge.
- Les marches arrière devront être évitées. Si elles ne peuvent l'être, elles devront être accompagnées.
- Les livraisons importantes seront annoncées avec une anticipation minimale en réunion hebdomadaire de chantier, afin de vérifier leurs conditions de réalisation.
- En cas de non-respect des consignes et en l'absence de DHOL, l'accès des camions pourra être refusé à l'entrée du chantier.
- Les entreprises devront prendre les mesures d'organisation appropriées et utiliser les moyens adéquats afin d'éviter le recours à la manutention manuelle des charges par les travailleurs.

2.2.6 Moyens de levage et de manutention

2.2.6.1 Généralités

Tous les appareils et accessoires de levage appelés à être utilisés sur le chantier devront être identifiés et avoir subi et satisfait aux épreuves et vérifications prévues par la réglementation (arrêté du 01/03/04).

N° Affaire : 23935128 – PGC
Construction ombrières
photovoltaïques sur parking du
bâtiment du BIAM
A la Cité des Energies »

Date : 16 12 2024

Références
page 39/72

Les rapports écrits justifiant des épreuves et vérifications devront être tenus à la disposition du coordonnateur sécurité sur le chantier.

Tout appareil ou accessoire, pour lequel l'entrepreneur ne pourrait justifier qu'il a satisfait aux vérifications réglementaires, pourra être interdit d'utilisation sur simple notification du coordonnateur sécurité ou du rHSE (point d'arrêt communiqué à la MOE de chantier).

Les appareils et accessoires de levage devront être appropriés aux travaux à effectuer.

Le personnel utilisant ces appareils devra :

- avoir toutes les qualifications réglementaires (autorisations de conduite, ...),
- respecter les consignes d'utilisation de ces engins.,
- être apte médicalement.

En cas de mauvaise visibilité du conducteur d'engin, un chef de manœuvre connaissant les gestes conventionnels de guidage (ou autres moyens) devra guider le conducteur.

Les chefs de manœuvre devront être porteur d'une tenue spécifique avec des couleurs vives, permettant de les distinguer rapidement.

2.2.6.2 Moyens communs

L'entreprise titulaire du marché pourra être sollicitée par les entreprises, pour la mise à disposition d'un chariot de manutention (type MANUSCOPIC) sur le chantier. Elle restera responsable de son engagement auprès d'elles.

Cette mise à disposition de matériel fera l'objet d'un protocole ou contrat préalable entre les entreprises et sera mentionnée dans les PPSPS des entreprises concernées.

Cependant, les entreprises sont tenues de respecter les conditions et règles d'utilisation suivantes :

- L'appareil doit être en bon état et à jour des vérifications réglementaires,
- La conduite de l'appareil doit être confiée au conducteur habituel et sous la responsabilité de l'entreprise mettant à disposition l'appareil,
- Tous les appareils de levage (chaînes, sangles, élingues, ...) nécessaires à la manutention seront fournis par l'entreprise demanderesse et utilisatrice.
- Mise en œuvre d'une procédure de suivi de la conformité de ces équipements
- L'élingage, les manœuvres et le guidage des charges doivent être confiés à des personnes qualifiées sous la responsabilité de l'entreprise utilisatrice.

2.2.6.3 Grues à tour

Sans objet

2.2.6.4 Grues mobiles

En cas d'utilisation de grues mobiles, quelle que soit leur date de mise en service, celles –ci devront être équipées d'un contrôleur d'état de charge (CEC). La conformité et le bon fonctionnement de ce dispositif s'opposant à la surcharge devront être mentionnés dans le dernier rapport de vérification de la machine

N° Affaire : 23935128 – PGC Construction ombrières photovoltaïques sur parking du bâtiment du BIAM A la Cité des Energies »	
Date : 16 12 2024	Références page 40/72

2.2.6.5 Grues auxiliaires

Ces appareils seront exclusivement utilisés pour le chargement ou le déchargement du porteur.

Il y aura lieu de s'assurer au préalable :

- de la compatibilité de la capacité de levage de la grue (poids identifié de la charge, courbe de charge de la grue auxiliaire),
- de la disponibilité d'élingue en bon état et de capacité suffisante.

2.2.6.6 Elévateur de personnel

Nacelle elevatrice à jour de la vérification périodique et conduite par personnel formé et habilité

2.2.6.7 Autres moyens

Les entreprises devront communiquer au maître d'œuvre et au coordonnateur SPS, pour accord préalable, les projets d'installation de treuils, consoles, nacelles, échafaudages, etc.... avec le mode opératoire de mise en œuvre. Seront précisés charges, efforts, mode de fixation, vérifications initiales, etc. Leur utilisation ne pourra avoir lieu qu'après vérification réglementaire et rédaction d'un PV d'essai avec les attendus et les résultats.

2.2.6.8 Opérations de levage – périmètres de sécurité (si nécessaire)

Le levage spécifique d'éléments de structure ou de tout autre élément lourd devra faire l'objet :

- d'études de levage et plans de cinématique levage associés,
- de mode opératoire détaillé,
- d'un plan de levage.

Le plan de levage sera communiqué au MOE qui aura à charge de le diffuser à l'ensemble des entreprises présentes sur chantier à ce moment et impactées par l'opération.

Les entreprises devront assurer la matérialisation physique et la surveillance de zones de passage des charges entre les zones de stockage et la zone de travaux

Ces zones seront matérialisées au sol par un barriérage ou autre dispositif d'une efficacité équivalente qui resteront en place jusqu'à l'achèvement des levages.

Les dispositifs de sécurité mis en œuvre par l'entreprise concernée devront être décrits dans son PPSPS, l'objectif étant d'empêcher toute circulation de personnes ou d'engins sous des charges en cours de manutention.

Ces zones seront interdites de passage piéton. Les cheminements piétons les contourneront. Sur les voies véhicules traversant cette zone, la priorité sera donnée au levage des charges, le respect de cette priorité étant contrôlé par le préventeur sécurité de l'entreprise concernée.

Le MOE sera tenu d'informer des levages à venir (tracé dans compte rendu hebdomadaire d'avancement du chantier).

2.2.6.9 Survol des charges

Le survol des charges à l'extérieur du chantier sera formellement interdit.

N° Affaire : 23935128 – PGC
Construction ombrières
photovoltaïques sur parking du
bâtiment du BIAM
A la Cité des Energies »

Date : 16 12 2024

Références
page 41/72

Manutentions manuelles des charges

La loi impose de privilégier la manutention mécanique au détriment de la manutention manuelle. En cas d'impossibilité, il sera demandé de prendre des mesures d'organisation adaptées de façon à limiter l'effort physique et les risques découlant de la manutention manuelle.

Chaque entreprise intervenante sur chantier devra prendre les mesures d'organisation nécessaire afin de limiter le recours aux manutentions manuelles.

Les entreprises concernées par cette situation détailleront dans leurs PPSPS leur mode opératoire pour ces phases de manutention.

Le Code du Travail limite les charges à 55 kg pour les hommes et 35 kg pour les femmes

2.2.7 Délimitation et aménagement des zones de stockage et d'entreposage des différents matériaux, en particulier s'il s'agit de matières ou de substances dangereuses

Pour tout matériau pénétrant sur chantier, l'entreprise concernée devra disposer de la fiche technique du produit ou de la fiche de donnée de sécurité.

Ces dernières seront communiquées au MOE, à l'ISP et au SPS pour autorisation d'accès et utilisation sur chantier.

Les zones de stockage et d'entreposage seront attribuées par le MOE aux entreprises demandeuses en fonction de leur besoin, de la durée et de la disponibilité des zones (compte tenu de la planification des travaux).

Les aménagements nécessaires à la réalisation de ces aires seront à la charge de chaque entreprise le demandant.

Les zones de stockage seront délimitées par des clôtures métalliques (type HERAS) liaisonnées entre elles et intégrées au plan d'installation de chantier tenu à jour par le titulaire du marché en fonction de l'avancement des travaux.

Aucun stockage ou entreposage de matériels ou matériaux en dehors des zones définies ne sera toléré.

Pour le stockage des matériaux en bordure de piste sous circulation, l'entreprise titulaire du marché devra aménager la zone. Celle-ci sera d'autre part signalée selon les mêmes critères que ceux utilisés pour les chantiers en bord de piste.

Il est rappelé l'interdiction de stocker du matériel ou matériaux en crête de talus ou en bord de fouille.

Le stockage en bord de piste sous circulation devra rester cependant exceptionnel.

□ Zones de dépôt de déblais

Sans objet

□ Matières et substances dangereuses

Les matières ou substances dangereuses (inflammables, toxiques, nocives, etc ...) utilisées sur le chantier devront être mis en œuvre conformément aux recommandations spécifiées sur la FDS. Ces dernières devront être stockées conformément aux recommandations du fabricant et dans un local fermé. Préalablement à l'emploi d'une matière ou substance dangereuse sur chantier, l'entreprise concernée communiquera au MOE, à l'ISP et au CSPS la fiche de données de sécurité du produit.

L'utilisation des produits et matières dangereuses (PMD) fera l'objet d'une analyse préalable des fiches de données de sécurité par le CSPS. L'utilisation des produits cancérigènes et mutagènes pour la reproduction (CMR) sera proscrite.

N° Affaire : 23935128 – PGC
Construction ombrières
photovoltaïques sur parking du
bâtiment du BIAM
A la Cité des Energies »

Date : 16 12 2024

Références
page 42/72

La délimitation, l'aménagement et les dispositions particulières pour l'entreposage des matières dangereuses seront définis par l'entrepreneur après concertation avec le maître d'œuvre et le coordonnateur sécurité ou seront imposés par ces derniers.

La zone d'entreposage devra être identifiée sur le PIC et mis à jour autant de fois que nécessaire

En cas de fractionnement, l'étiquetage devra être reproduit sur les nouveaux emballages.

Les déchets d'emballage souillés devront être mis de côté dans des bennes dédiées .Ils devront être valorisés et éliminés dans des exutoires adéquats

2.2.8 Conditions de stockage, d'élimination ou d'évacuation des déchets et des décombres.

Des bennes à tri sélectif en nombre et rotation nécessaire et suffisant à la propreté et la sécurité du chantier, et permettant d'assurer l'évacuation des déchets et décombres en décharge publique pendant toute la durée des travaux, seront mises à disposition par le titulaire du marché, qui missionnera une entreprise pour leur mise en place et leur gestion sur chantier. De la même façon des fûts seront mis à la disposition par le Titulaire du marché.

Les lieux de stockage des déchets ou gravois sur le chantier seront précisés sur le plan d'installation de chantier et disposer en divers endroits du chantier

Chaque entreprise intervenante sera chargée quotidiennement d'assurer le nettoyage de ses zones de travail et d'acheminer l'ensemble de ses déchets et gravois jusqu'aux bennes et fûts mis à sa disposition. Aucun stockage ou dépôt sauvage de déchets ou gravois ne sera toléré sur le chantier.

Les déchets seront triés sur chantier par nature (gravats, métalliques, bois, DIB)

La mise en place d'un filet anti envol sera obligatoire sur les bennes DIB avant sortie du chantier

2.2.9 Conditions d'enlèvement des matériaux dangereux utilisés

Chaque entreprise utilisatrice de matières ou substances dangereuses fera son affaire de l'évacuation quotidienne des emballages, produits souillés et autres éléments pollués suivant les indications du fabricant portées sur la fiche de données de sécurité.

La copie des bordereaux d'évacuation des dits matériaux en décharge agréée sera communiquée au MOE

Les déchets issus des chantiers sont à la charge des entreprises. Ils doivent suivre une filière de recyclage ou de valorisation avant d'être éliminés.

L'ensemble de ces dispositions devra être clairement décrit dans le PPSPS de chaque entreprise concernée.

2.2.10 Utilisation des protections collectives, des accès provisoires et de l'installation électrique générale

Protections collectives :

Toute entreprise, dont l'intervention nécessitera l'enlèvement des protections mises en place par l'entreprise principale titulaire du marché parking devra prévoir un équipement de remplacement adapté à la réalisation de ses travaux et garantissant une protection collective efficace. Dans cette circonstance, il lui appartiendra d'en

N° Affaire : 23935128 – PGC Construction ombrières photovoltaïques sur parking du bâtiment du BIAM A la Cité des Energies »	
Date : 16 12 2024	Références page 43/72

assurer la maintenance jusqu'à la fin de ses travaux. Une procédure devra être établie dans le PPSPS par l'entreprise qui entre dans ce cas. Enfin, si nécessaire, les protections initiales seront remises en place à la fin de cette intervention ; l'objectif étant d'assurer la pérennité de la protection collective.

Installations électriques générales de chantier :

Les installations électriques provisoires de chantier devront être conçues et réalisées conformément à la réglementation. Elles feront l'objet de vérifications réglementaires par un organisme de contrôle (avant mise en service et périodiquement). Les rapports de vérification et registres de sécurité seront à la disposition du coordonnateur sécurité sur le chantier et devront être envoyés à la MOE

2.2.10.1 Installations de distribution de l'énergie électrique :

A la charge de la MOA :

- La source d'alimentation générale de chantier depuis le poste de transformation ou l'armoire générale de distribution).
- Le CEA fournira un point de distribution

A la charge de l'entreprise titulaire du marché :

Toute l'alimentation électrique du chantier en aval du point de distribution fourni par le CEA (coffret divers ,etc....) ,du début du chantier et ce jusqu'à sa fin

En cas de pose de coffret, ces derniers seront montés sur pied ; ils seront munis de prises de courant 220 volts et 380 volts en nombre suffisant. Ces coffrets devront conserver, après ouverture de la porte, un degré de protection IP 2X minimum (plastron en face avant) ou à défaut être maintenu en permanence fermés à clé.

Ils seront munis d'un bouton d'arrêt d'urgence accessible et distants au plus de 50 mètres.

En cas de recours à des installations électriques extérieures aux bâtiments alimentés par groupe électrogène, celles -ci seront à réaliser suivant le schéma TT (neutre à la terre). Elles devront être vérifiées avant mise en service et périodiquement par un organisme de contrôle.

Le PV de mise en service sera produit au MOE et au CSPS

Chaque entreprise devra utiliser du matériel conforme à la réglementation et désigner une personne chargée de son entretien.

Il sera fait obligation d'utiliser sur le chantier des rallonges électriques en état du type HO7RN-F.

Le CEA (MOE, CSPS) se réserve le droit de récupérer et mettre au rebus tout équipement non conforme à la norme NFC 15-100 ou en mauvais état

2.2.10.2 Installation d'éclairage

La mise en œuvre et la maintenance des installations d'éclairage de chantier sont à la charge de l'entreprise titulaire du marché jusqu'à la mise à disposition des locaux. Il est précisé que la mise en place d'éclairage d'appoint aux postes de travail reste à la charge de chaque entreprise.

Seront éclairés :

N° Affaire : 23935128 – PGC Construction ombrières photovoltaïques sur parking du bâtiment du BIAM A la Cité des Energies »	
Date : 16 12 2024	Références page 44/72

- Les cheminements et zones de circulations extérieures et intérieures,
- Les zones de stockage,

Les appareils d'éclairage ou projecteurs seront à disposer de manière à éclairer sans éblouir de façon gênante.

Les appareils d'éclairage ne devront pas nuire à la bonne visibilité des feux d'alignement.

Il est rappelé que les installations provisoires d'éclairage devront être conçues pour assurer en tout point les niveaux d'éclairement minimaux suivants :

Eclairage extérieur minimal :

- | | |
|-----------------------------------------------------------------|--------|
| • voies de circulation (véhicules et piétons) | 10 lux |
| • aires de chargement et déchargement | 20 lux |
| • zones de coffrage, bétonnage, ferrailage, montage échafaudage | 40 lux |

Eclairage intérieur minimal Zone base vie :

- | | |
|------------------------------------------------------------------------|---------|
| • circulations, couloir, escaliers, zones de stockage et d'entreposage | 60 lux |
| • vestiaires, sanitaires, réfectoires | 120 lux |

2.2.5 Mesures prises en matière de co activité sur le chantier

Travaux superposés en hauteur

Les travaux en superposition seront interdites .Ces derniers devront etre organises pour eviter ce cas de figure

Travaux polluants

Les travaux générateurs de nuisances tels que bruit, émanations de vapeurs toxiques et/ou inflammables voire explosive ou de poussières seront, dans la mesure des possibles, réalisés dans des zones isolées. Ces travaux feront l'objet d'un mode opératoire spécifique soumis au préalable à l'avis du MOE et du CSPS. En cas d'impossibilité et après avis favorable de la MOE et du CSPS, il appartiendra à l'entreprise génératrice de ces nuisances de mettre en œuvre les moyens nécessaires à la mise en sécurité des autres intervenants. A cet effet, l'utilisation de dispositifs de protections collectives sera privilégiée plutôt que le recours aux protections individuelles.

Par exemple :

- D'emploi de matériels insonorisés,
- Dissémination d'absorbants dans les zones de travail et de matériaux à traiter,
- Ventilation des lieux de travail et de stockage (extraction mécanique, filtration avant rejet, oxygénomètre individuel, air respirable, ...).

Dans cette optique, l'utilisation d'engins à moteur thermique sera à proscrire dans les locaux confinés insuffisamment aérés.

L'entreprise pourra également envisager la réalisation de ces travaux en dehors des horaires normaux du chantier.

N° Affaire : 23935128 – PGC
Construction ombrières
photovoltaïques sur parking du
bâtiment du BIAM
A la Cité des Energies »

Date : 16 12 2024

Références
page 45/72

Dans ce cas, il y aura lieu de mettre en place une surveillance spécifique et qui nécessitera une planification en amont par la MOE.

Utilisation commune de matériels - adéquation

Chaque entreprise devra la protection de son personnel pour l'exécution de ses ouvrages et le matériel correspondant à mettre en place sur le chantier et ce, pendant toute la durée du chantier. Toutefois, lorsqu'une entreprise mettra du matériel à disposition d'une autre entreprise, ce dernier devra être en bon état et conforme à la réglementation. Celle-ci devra s'inquiéter de la bonne utilisation de son matériel et de la qualification du personnel amené à l'utiliser, une analyse d'adéquation entre les moyens et la finalité à obtenir devra être faite.

La mise à disposition du matériel devra faire l'objet d'un accord préalable auprès des entreprises.

Néanmoins au vu de la complexité de répartition des responsabilités en cas d'accident de personnes, il est conseillé de limiter au maximum ce type de pratique.

Prévention des risques de maladies professionnelles

- Aspiration, ventilation de locaux hors d'air, à charge de l'entreprise intervenante,
- Choix de modes opératoires, de produits et outils ne pouvant pas entraîner ou limiter des nuisances telles que le bruit, vibrations, poussières, gaz toxiques, ...
- En cas d'impossibilité, emploi de matériels réduisant les nuisances à la source (insonorisés, anti-vibratiles ...).
- Information obligatoire du coordonnateur SPS des risques « exportés » et report sur PPSPS des mesures de prévention associées.

Les entreprises rentrant dans ce cas de figure devront proposer au préalable au MOE et au CSPS un phasage détaillé d'exécution des travaux, intégrant les dispositions mises en œuvre pour traiter les risques induits.

Co-activité - simultanéité

La co-activité, sur un même lieu de travail, de plusieurs entreprises lors de la réalisation des travaux présentant un risque spécifique (terrassements, fondations spéciales, soudage, sablage, application de substances toxiques ou inflammables, opération de démarrage et mise en service, etc.) ne sera pas autorisée. De fait, des dispositions telles que le décalage des travaux, des interventions échelonnées ou autres mesures de coordination devront être envisagées par la MOE pour prévenir les risques d'interférence des tâches.

Les dispositions envisagées par la MOE pour traiter la coactivité seront proposées au CSPS pour avis avant mises en œuvre

N° Affaire : 23935128 – PGC
Construction ombrières
photovoltaïques sur parking du
bâtiment du BIAM
A la Cité des Energies »

Date : 16 12 2024

Références
page 46/72

2.3 SUJETIONS DECOULANT DES INTERFERENCES ENTRE LES INSTALLATIONS DU SITE DE CADARACHE ET LE CHANTIER

2.3.1 Travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure

Pour les cas très particuliers des transports exceptionnels ou livraisons de matériel sensible, le MOE assurera l'interface avec le Centre pour arrêter les modalités pratiques d'organisation. Ces cas très spécifiques seront examinés au cas par cas au moment opportun.

2.3.2 Sujétions liées au chantier ou à l'environnement

Circulation :

Circulation véhicules dans l'enceinte du chantier - vitesse limité à 10 km,

Respect des piétons qui restent prioritaires sur le chantier au droit des traversées de circulation du chantier,

Guidage des engins en marche arrière,

Klaxon et feux de recul obligatoires pour tous les engins de chantier.

Grue mobile (si nécessaire)

Pas de survol des zones en exploitation (installations CEA voisines), les voies de circulation et les réseaux existants hors sol, les cantonnements, clôtures, ...

Bruit :

Limitation autant que possible du niveau de bruit extérieur afin de limiter la gêne pour le voisinage.

Effluents :

Les effluents du chantier (nettoyage des roues des engins, eau de rinçage des goulottes des toupies, ...) devront être récupérés et traités en filière appropriée s'il y a lieu.

Poussière :

- Lutte contre la propagation de la poussière vers les secteurs en exploitation.
 - Arrosage des zones de circulation autant que de besoin.
 - Mise en place s'il y a lieu (chapelle, coffret électrique,...)
 - Nettoyage à prévoir au frais du titulaire du marché si nécessaire
-
- Voies publiques ou privées :
 - Sauf accord particulier préalable, aucun stationnement de véhicules de livraisons ou d'engins de chantier ne sera toléré sur les voies publiques ou privées situées aux abords du chantier.
 - En aucun cas les véhicules de livraison ne devront impacter l'exploitation des bâtiments CEA (1900 et 980) et de l'ASTBTP

N° Affaire : 23935128 – PGC Construction ombrières photovoltaïques sur parking du bâtiment du BIAM A la Cité des Energies »	
Date : 16 12 2024	Références page 47/72

- **Réseaux enterrés ou aériens**

Dans les formes et délais prescrits par la réglementation, l'entrepreneur établit une DICT (déclaration d'intention de commencement de travaux) à tous les concessionnaires de réseaux susceptibles d'être concernés par les travaux de l'entrepreneur.

Outre les prescriptions réglementaires, les mesures particulières définies en concertation avec les concessionnaires ou le Centre pour le travail au voisinage des différents réseaux sont précisées dans le PPSPS de l'entrepreneur.

Toutefois, les dispositions minimales suivantes doivent systématiquement être mises en œuvre par l'entrepreneur :

- Balisage par panneaux de tous les réseaux aériens ou souterrains se trouvant au droit des zones de travaux. Ces panneaux devront mentionner la nature du réseau concerné.
- Si le passage sous des lignes électriques est absolument nécessaire, des gabarits de signalisation seront mis en œuvre de part et d'autre de ces lignes.
- Si le passage d'engins de chantier sur un réseau enterré est inévitable, les moyens nécessaires seront mis en œuvre pour guider les circulations sur les zones protégées (protection à définir en concertation avec le concessionnaire).
- Mesures réglementaires d'information ou de formation du personnel appelé à travailler à proximité de l'ouvrage en service, ainsi que les mesures de surveillance adaptées.
- Un procès-verbal de consignation pourra être établi par l'exploitant ou le concessionnaire si nécessaire avant travaux.
- En cas de présence de réseaux non définis, l'entrepreneur en informera aussitôt le MOE afin que des décisions soient prises.

2.4 MESURES GENERALES PRISES POUR ASSURER LE MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE ET EN ETAT DE SALUBRITE SATISFAISANT

2.4.1 Cantonnements et nettoyages des cantonnements

Se reporter aux chapitres précédents et aux prescriptions définies dans le CCTG et CCTP

2.4.2 Nettoyages de chantier

La propreté du chantier est un élément important **de SECURITE et de PRODUCTIVITE**. C'est pourquoi cette tâche, obligation des entreprises, sera particulièrement contrôlée par le Coordonnateur Sécurité et la MOE

Pour être efficace, la tâche propreté doit être accompagnée par une autre tâche très importante qui est celle de l'évacuation des déchets, gravois, emballages. Cette évacuation doit être journalière et réalisée par des moyens appropriés pour conserver à l'environnement l'état de propreté exigé (goulotte, sacs et seaux) en respect des règles édictées précédemment (tri, filières connues et autorisées par le MOE).

Leur mise en benne à l'extérieur de la zone travaux se fera en un endroit désigné d'un commun accord avec le maître d'œuvre et le Coordonnateur SPS.

N° Affaire : 23935128 – PGC Construction ombrières photovoltaïques sur parking du bâtiment du BIAM A la Cité des Energies »	
Date : 16 12 2024	Références page 48/72

Le Titulaire du marché gèrera :

- Le nettoyage complet des zones de circulations piétonnes et véhicules (chantier et voie extérieure à proximité directe d l'accès au chantier
- Le nettoyage complet de tous les abords du chantier
- la mise à disposition et la gestion des bennes pour l'ensemble des intervenants chantier

Chaque entreprise intervenante assurera le nettoyage de ses zones de travail conformément aux pièces écrites (CCTG, CCTP)

En cas de manquement à cette obligation, un état des lieux sera réalisé par le MOE et le CSPS avec constats photographiques .Il sera demandé au titulaire du marché ,une remise en état de la zone impactée.

En cas de non évolution dans les 48h suivant la notification ,le CEA se réservera le droit de faire « nettoyer »la zone aux frais de l'entreprise « coupable »

2.5 RENSEIGNEMENTS PRATIQUES PROPRES AU LIEU DE L'OPERATION CONCERNANT LES SECOURS ET L'EVACUATION DES PERSONNELS AINSI QUE LES MESURES COMMUNES D'ORGANISATION PRISES EN LA MATIERE

2.5.1 Procédure d'organisation des secours

Mesures précises pour l'évacuation rapide de tout blessé

Voir Fiche d'appels en cas d'accident (jointe en annexe 2).Le personnel intervenant pour les premiers secours sur le chantier est la FLS de CADARACHE

Sauveteurs secouristes du travail

Chaque entrepreneur doit assurer la présence permanente d'un sauveteur secouriste du travail pour dix personnes ou par équipe indépendante. Chaque sauveteur secouriste doit porter un casque avec autocollant SST afin d'être facilement identifiable

L'entrepreneur devra veiller à ce que chaque sauveteur secouriste ait reçu la formation initiale appropriée et complétée tous les deux ans par une formation de « recyclage ».

La liste à jour des sauveteurs secouristes du chantier devra être affichée dans les locaux du personnel de l'entreprise principale, titulaire du marché, et tenue à jour.

Premiers soins

Chaque entrepreneur doit prendre des dispositions nécessaires pour que chaque sauveteur secouriste du travail ait à sa disposition, en permanence, une trousse de secours appropriée et une couverture de survie.

Conduite à tenir en cas d'accident (Cf Annexe 2)

Le représentant sur le chantier de chaque entreprise intervenante (chargé d'affaire ,chef de chantier ou chef d'équipe) doit donner les instructions relatives à la conduite à tenir en cas d'accident à ses compagnons :

N° Affaire : 23935128 – PGC Construction ombrières photovoltaïques sur parking du bâtiment du BIAM A la Cité des Energies »	
Date : 16 12 2024	Références page 49/72

- Appel des secours, se rendre au portail de chantier pour accueillir et guider les secours
- Rassurer la victime dans l'attente de l'arrivée des secours,
- Attente au point de rendez-vous (accès chantier) les secours pour les conduire sur le lieu de l'accident,
- etc.

Ces instructions font partie de la formation sécurité définie par le décret du 20/03/79 (voir fiche en Annexe n° 8)

Chaque entreprise intervenante sur chantier devra reprendre et intégrer dans son PPSPS la conduite à tenir en cas d'accident sur le chantier.

Démarches à exécuter en cas d'accident grave ou mortel

En cas d'accident grave (*), le chef d'entreprise ou son représentant a l'obligation de prévenir immédiatement par téléphone :

- La FLS pour les secours
- le représentant du Maître d'Ouvrage sur le chantier
- le maître d'œuvre d'exécution,
- le coordonnateur SPS,

Le MOA informera rapidement les organismes suivants :

- Les services de police ou de gendarmerie (si nécessaire),
- Inspection du Travail,
- OPPBTP,
- CARSAT,
- Médecine du Travail.

(*) *Accident grave :*

*ayant entraîné mort d'homme
ou
paraissant devoir entraîner une incapacité permanente
ou
ayant relevé l'existence d'un danger grave, même si les conséquences ont pu être évitées.*

Le service santé au travail du site de Cadarache sera mobilisé en cas d'accident de travail avec action conjointe de la FLS.

N° Affaire : 23935128 – PGC
Construction ombrières
photovoltaïques sur parking du
bâtiment du BIAM
A la Cité des Energies »

Date : 16 12 2024

Références
page 50/72

Exercices de secours

Des exercices non programmés d'aide à la victime pourront être déclenchés par le CEA. Les entreprises intervenantes auront obligation de se soumettre à ces exercices

Procédure de déclaration et d'analyse des accidents et incidents

En cas d'accident ou d'incident la société victime aura l'obligation d'émettre une analyse et d'en faire la diffusion

La rédaction et la diffusion du compte rendu d'analyse sera à la charge de l'entreprise concernée Ce compte rendu sera diffusé au CSPS et au MOE

Selon la gravité de l'accident /incident, le CEA se réserve le droit de demander un plan d'action pour éviter la répétition de l'accident/Incident

Presque accident et situations dangereuses

Toute entreprise intervenante sur chantier devra également impérativement signaler au Maître d'œuvre et au Coordonnateur SPS toute situation dangereuse et chaque presque accident dont il a connaissance sur le chantier .Des mesures correctives ou préventives pourront être décidées par la MOE en concertation avec l'entreprise titulaire du marché

2.6 MODALITES DE COOPERATION ENTRE LES ENTREPRENEURS, EMPLOYEURS OU TRAVAILLEURS INDEPENDANTS

2.6.1 COLLEGE INTERENTREPRISES DE SECURITE, DE SANTE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL (CISSCT)

Sans objet.

2.6.2 REGISTRE JOURNAL DE COORDINATION

Les entrepreneurs doivent tenir compte des indications notées sur le registre journal, et, si nécessaire, y répondre.

Aux entreprises qui ne prendraient pas en compte les observations faites par le coordonnateur SPS sur le registre journal, le maître de l'ouvrage prendra les mesures coercitives nécessaires qui peuvent être l'arrêt des tâches ou du chantier.

Le MOE et le CSPS auront les mêmes prérogatives quant au point d'arrêt. Les mesures coercitives seront éventuellement prises en accord avec le MOA.

2.6.3 PLAN PARTICULIER DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE (PPSPS)

Chaque entreprise (y compris les travailleurs indépendants et les sous-traitants) est soumise à l'obligation de fournir un Plan Particulier Sécurité et Protection de la Santé (P.P.S.P.S.), au coordonnateur sécurité, dans les 30 jours après la notification de son contrat et avant le début de son intervention– un canevas pour l'établissement du PPSPS figure en annexe 3.

Le Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé, établi par l'entrepreneur, devra notamment définir la méthode d'exécution, les équipements de travail et de protection mis en œuvre ainsi que les instructions nécessaires au personnel. Les méthodes de mise en œuvre s'appuieront utilement sur des schémas explicites.

N° Affaire : 23935128 – PGC Construction ombrières photovoltaïques sur parking du bâtiment du BIAM A la Cité des Energies »	
Date : 16 12 2024	Références page 51/72

Tous les PPSPS et documents de sécurité associés aux interventions devront être présentés et commentés aux intervenants entreprises par leur encadrant direct .Il appartiendra à l'entreprise de s'assurer que le personnel a bien assimilé et compris le mode opératoire à mettre en œuvre ,les conditions d'intervention associées et les mesures de protection à mettre en place et respecter par les intervenants

Un exemplaire à jour du PPSPS sera tenu disponible en permanence sur le chantier.

Les mesures de sécurité pour l'accès au chantier des fournisseurs (accueil, consignes, plans), et pour l'accueil et le travail sur le chantier des locataires (formation sécurité, tâches, lieux d'intervention, risques et mesures de prévention associées, ...) seront clairement indiquées dans le PPSPS de l'entreprise concernée.

2.6.4 DOCUMENTS NECESSAIRES AU DIUO (DOSSIER D'INTERVENTION ULTERIEURE SUR L'OUVRAGE)

Le maître d'œuvre communiquera au coordonnateur SPS le dossier de maintenance des lieux de travail.

Les entrepreneurs sont tenus de communiquer aux constructeurs notamment à la maîtrise d'œuvre les plans de récolement et autres documents (notices techniques, notices d'utilisation, notices d'entretien, plans d'accès) nécessaires à la constitution du DIUO.

2.6.5 VISITE D'INSPECTION COMMUNE

Avant toute intervention sur le chantier, chaque entreprise (ou sous-traitant) est soumise à une visite d'inspection préalable accompagnée du coordonnateur (art. R 4532-15 du code du travail.). Chaque entreprise prendra rendez-vous au moins 1 mois avant son intervention avec le coordonnateur pour effectuer cette visite.

Le titulaire de lot sera représenté à chaque inspection commune avec son sous-traitant y compris avec les sous-traitants de 2^{ème} niveau et plus. Il en va de même pour les sous-traitants avec leurs sous-traitants de niveau inférieur.

2.6.6 PROTOCOLES OU CONVENTIONS INTERENTREPRISES

Des conventions interentreprises pourront fixer les conditions de mise à disposition de matériels, les conditions de son utilisation spécifique et les moyens convenus pour leur rémunération entre les entreprises.

Ces conventions ne peuvent en aucun cas avoir pour effet de faire échec aux dispositions du présent PGC.

Ces conventions peuvent concerner l'ensemble des entreprises du Chantier (c'est en général le cas des conventions qui régissent le compte "prorata") ou ne concerner que deux entreprises.(protocole de mise à disposition d'engins).

2.6.7 SOUS-TRAITANCE

Si le titulaire du marché ou le sous-traitant envisage de sous-traiter tout ou en partie de l'exécution de son contrat, il est tenu conformément à l'article R 4532-42 du code du travail de communiquer le P.G.C à ses sous-traitants et de les informer :

1. Que l'opération est soumise à P.G.C.
2. Que ces entrepreneurs auront l'obligation :
- 3 d'en respecter les règles,
 - 4 de participer avant toute activité sur le chantier à l'inspection commune avec le coordonnateur SPS,
 - 5 d'établir un P.P.S.P.S. et de le remettre avant toute intervention sous peine d'exclusion du chantier.

N° Affaire : 23935128 – PGC Construction ombrières photovoltaïques sur parking du bâtiment du BIAM A la Cité des Energies »	
Date : 16 12 2024	Références page 52/72

Si l'entreprise intervenante ou le sous-traitant de ce dernier a plusieurs sous-traitants, il est tenu de leur communiquer dans la conclusion du contrat, les noms et adresses des autres sous-traitants et de transmettre sur leur demande, les PPSPS établis par les autres sous-traitants.

Ces obligations sont applicables quel que soit le rang du sous-traitant.

Tout intervenant sur le chantier, non déclaré et n'ayant pas satisfait aux obligations de l'inspection commune préalable et à la production d'un PPSPS ne sera pas autorisé à pénétrer sur le chantier.

Chaque entreprise intervenante devra établir une liste et un organigramme des entreprises sous-traitantes appelées à intervenir sur le chantier pour son compte.

Ces documents, à jour, seront à remettre au Maître d'Ouvrage et au Coordonnateur SPS lors de la période de préparation puis après chaque modification.

2.6.8 MAIN D'ŒUVRE ETRANGERE

La main d'œuvre nécessaire à l'exécution des travaux sera recrutée par l'entreprise intervenante ou ses sous-traitants, sous leur responsabilité, dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur.

Toutes les personnes recrutées ne seront employées que dans le cadre de leur seule qualification professionnelle.

L'entreprise concernée aura la responsabilité d'obtenir tous les permis ou visas nécessaires de la part des autorités compétentes, afin que toute personne devant être employée sur le chantier puisse entrer, séjourner et travailler en situation régulière en France.

Toute équipe ne comprenant pas le français et intervenant sur le chantier devra être encadrée par du personnel d'encadrement de proximité (à minima chef d'équipe ou équivalent) parlant le français, pour prendre et transmettre les consignes sans risque de mauvaise interprétation.

2.6.9 INTERIMAIRES

Toute entreprise qui emploiera du personnel intérimaire devra s'assurer de l'aptitude des travailleurs à effectuer les travaux qui lui seront confiés d'une part, et veiller à la formation à la sécurité de ce personnel qui reste soumis à l'autorité hiérarchique de l'entreprise qui a recours à l'emploi d'intérimaires.

2.6.10 PRESTATAIRES DE SERVICES

Les entreprises ayant recours à des prestataires de services (locataires, ...) devront les informer par écrit des dispositions prises sur le chantier concernant la sécurité des personnes, les circulations dans l'emprise du chantier, l'organisation du trafic et les protections individuelles dont les personnels de ces entreprises devront être équipés.

Ils devront, notamment, organiser une visite préalable des lieux d'intervention des prestataires de service, leur remettre et commenter tout document utile à la sécurité des prestataires (plan d'installation de chantier, PPSPS, ...).

A l'issue de cette visite de chantier, une fiche d'identification des intervenants (jointe en annexe n° 4) sera remplie par l'entreprise utilisatrice, et un exemplaire sera communiqué au Coordonnateur SPS et à la MOE

Le non-respect de ces directives par un prestataire ou entreprise intervenante pourra conduire le maître d'ouvrage, à demander l'exclusion du chantier de ce dernier.

2.6.11 COORDINATION SECURITE

Dans le cas d'apparence de taches en interface, le CSPS conviera à une réunion spécifique les entreprises concernées et le MOE afin d'analyser au vu des taches à réaliser, de l'environnement et de la méthodologie d'exécution, le scénario le plus sécurisant à arrêter

N° Affaire : 23935128 – PGC Construction ombrières photovoltaïques sur parking du bâtiment du BIAM A la Cité des Energies »	
Date : 16 12 2024	Références page 53/72

Les entreprises intervenantes peuvent également être motrices sur ce sujet

Les entrepreneurs sont tenus de participer aux réunions de coordination sécurité et aux visites de chantier organisées par le Coordonnateur Sécurité.

L'ensemble des mesures de coordination arrêtées lors de ces réunions vient en complément des dispositions mentionnées dans le PGC.

N° Affaire : 23935128 – PGC
Construction ombrières
photovoltaïques sur parking du
bâtiment du BIAM
A la Cité des Energies »

Date : 16 12 2024

Références
page 54/72

3 ANNEXES AU P.G.C.

N° Affaire : 23935128 – PGC
Construction ombrières
photovoltaïques sur parking du
bâtiment du BIAM
A la Cité des Energies »

Date : 16 12 2024

Références
page 55/72

ANNEXE 1

ORGANISATION DES SECOURS

Conduite à tenir en cas d'accident
Fiche d'appel en cas d'accident

N° Affaire : 23935128 – PGC
Construction ombrières
photovoltaïques sur parking du
bâtiment du BIAM
A la Cité des Energies »

Date : 16 12 2024

Références
page 56/72

CONDUITE A TENIR EN CAS D'ACCIDENT
(décret n° 79 228 du 20 mars 1979)

PROTEGER, ALERTE, SECOURIR
REFLECHIR AVANT D'AGIR

Pour éviter l'aggravation de la situation :

PROTEGER

- soi même
- la ou les victimes
- les autres
(ex : signaler, baliser, couper le courant, ...)

Laisser quelqu'un auprès du ou des blessés

PREVENIR OU FAIRE PREVENIR

- Le préventeur sécurité de l'entreprise concernée qui préviendra immédiatement le Maître d'Ouvrage du chantier, le Maître d'œuvre d'exécution, le CSPS.
- les secouristes sur place (1 secouriste pour 10 salariés ou par équipe de travailleur isolé)

Mais ne pas tarder à : **ALERTE LES SECOURS**

- 1) par le 04.42.25.22.18 via un portable et dites :
 - ici chantier : **Construction d'ombrières à la Cité des Energies (parking chapelle BIAM)**
 - Envoyer quelqu'un pour accueillir les secours et faciliter leur arrivée (ouverture portail chantier, s'assurer du non encombrement de la voie de chantier,...)
 - Guider les secours vers la victime

2) Préciser la nature de l'accident :
Par exemple : éboulement, asphyxie, chute et la position du blessé : le blessé est sur le toit, il est au sol, il est sous une fouille et s'il y a nécessité de dégagement.

3) Signaler la nature de l'accident :
Par exemple : trois ouvriers blessés dont un qui saigne beaucoup, un qui ne parle plus,

4) Fixer un point de rendez-vous :
Envoyer quelqu'un, à l'entrée du chantier ou en bordure de la voie de circulation intérieure la plus proche des lieux de l'accident, pour guider les secours.

SECOURIR

En attendant l'arrivée des secours, ne pas déplacer le ou les blessés sauf danger imminent, réconforter la ou les victimes, couvrir le ou les blessés, ne pas donner à boire.

N° Affaire : 23935128 – PGC
Construction ombrières
photovoltaïques sur parking du
bâtiment du BIAM
A la Cité des Energies »

Date : 16 12 2024

Références
page 57/72

EN CAS D'ACCIDENT

Appelez la FLS

Portable :04 42 25 22 18

et dites :

**1. ICI CHANTIER : Construction d'ombrières à la Cité des Energies
(Parking chapelle BIAM)**

2. PRECISEZ LA NATURE DE L'ACCIDENT :

par exemple : Chute, éboulement, asphyxie...

LA POSITION DU BLESSE : Il est sur la terrasse, il est au sol ou dans une fouille ...

et s'il y a nécessité de dégagement.

3. SIGNALEZ LE NOMBRE DE BLESSE(S) ET LEUR ETAT

Par exemple : Trois ouvriers blessés dont un qui saigne beaucoup et un qui ne parle pas.

4. FIXEZ UN POINT DE RENDEZ-VOUS

Envoyer quelqu'un à l'entrée du chantier pour guider les secours.

NE JAMAIS RACCROCHER LE PREMIER

N° Affaire : 23935128 – PGC
Construction ombrières
photovoltaïques sur parking du
bâtiment du BIAM
A la Cité des Energies »

Date : 16 12 2024

Références
page 58/72

ANNEXE 2

CANEVAS POUR L'ETABLISSEMENT DU PPSPS

N° Affaire : 23935128 – PGC
Construction ombrières
photovoltaïques sur parking du
bâtiment du BIAM
A la Cité des Energies »

Date : 16 12 2024

Références
page 59/72

CANEVAS POUR L'ETABLISSEMENT DU PLAN PARTICULIER DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE

I – Le Plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS) mentionne les nom et adresse de l'entrepreneur ; il indique l'évolution prévisible de l'effectif sur le chantier. Il précise, le cas échéant, les noms et qualité de la personne chargée de diriger l'exécution des travaux.

II – Le plan particulier de sécurité et de protection de la santé comporte obligatoirement et de manière détaillée :

- 1) Les dispositions en matière de secours et d'évacuation et notamment :
 - a – Il indique les consignes à observer pour assurer les premiers secours aux victimes d'accidents et aux malades,
 - b – Il précise le nombre de travailleurs du chantier qui ont reçu l'instruction nécessaire pour donner les premiers secours en cas d'urgence,
 - c – Il énumère le matériel médical éventuellement présent sur le chantier,
- 2) Les mesures prises pour assurer l'hygiène des conditions de travail et celle des locaux destinés au personnel, en application notamment des dispositions du décret n° 65-48 du 8 janvier 1965. Il mentionne, pour chacune des installations prévues, leur emplacement sur le chantier et leur date de mise en service prévisible.

III – Le plan particulier de protection de la santé est adapté aux conditions spécifiques de l'intervention sur le chantier. A cet effet, outre la prise en compte des mesures de coordination générale décidée par le coordonnateur et l'énumération des installations de chantier, des matériels et des dispositifs prévus pour la réalisation de l'opération, le plan mentionne, en les désignant :

- 1) Les mesures spécifiques prises par l'entreprise, destinée à prévenir les risques spécifiques découlant :
 - a – de l'exécution par d'autres entreprises de travaux dangereux pouvant avoir une incidence particulière sur la sécurité et la santé des travailleurs de l'entreprise ou de travailleurs indépendants.

N° Affaire : 23935128 – PGC
Construction ombrières
photovoltaïques sur parking du
bâtiment du BIAM
A la Cité des Energies »

Date : 16 12 2024

Références
page 60/72

b – des contraintes propres au chantier ou à son environnement, en particulier en matière de circulation ou d'activités d'exploitation particulièrement dangereuses.

- 2) La description des travaux et des processus de travail de l'entreprise pouvant présenter des risques pour la sécurité et la santé des autres intervenants sur le chantier, notamment lorsqu'il s'agit de travaux comportant des risques particuliers tels que ceux énumérés sur la liste à l'article L 4532-8 du code du travail et dans l'arrêté du 25/02/03.
- 3) Les dispositions à prendre pour prévenir les risques pour la sécurité et la santé que peuvent encourir les salariés de l'entreprise lors de l'exécution de ses propres travaux.

Lorsqu'il découle du plan général de coordination et de l'analyse préalable des risques menés par l'entreprise, qu'une ou plusieurs des mesures visées au III n'ont pas à être prises du fait de l'absence de risque, résultant en particulier de l'exécution de travaux figurant sur la liste prévue à l'article L 4532-8, l'entrepreneur en fait mention expresse sur le plan.

IV – Pour l'exécution des dispositions prévues au III ci-dessus, le plan particulier de sécurité et de protection de la santé :

- 1) Analyse de manière détaillée les procédés de construction et d'exécution ainsi que les modes opératoires retenus dès lors qu'ils ont une incidence particulière sur la santé et la sécurité des travailleurs occupés sur le chantier ;
- 2) Définit les risques prévisibles liés aux modes opératoires, aux matériels, dispositifs et installations mis en œuvre, à l'utilisation de substances ou préparations, aux déplacements du personnel, à l'organisation du chantier ; il indique les mesures de protection collective ou, à défaut, individuelle, adoptées pour parer à ces risques ainsi que les conditions dans lesquelles sont contrôlées l'application de ces mesures et l'entretien des moyens matériels qui s'y rattachent. Il précise les mesures prises pour assurer la continuité des solutions de protection collective lorsque celles-ci requièrent une adaptation particulière.

V – Dans le cas où une mesure de prévention prévue au plan n'a pu être appliquée, l'entrepreneur indique sur le plan les moyens d'une efficacité au moins équivalente qui ont été mise en œuvre. Cette substitution est portée à la connaissance du coordonnateur sécurité et des administrations compétentes.

N° Affaire : 23935128 – PGC
Construction ombrières
photovoltaïques sur parking du
bâtiment du BIAM
A la Cité des Energies »

Date : 16 12 2024

Références
page 61/72

ANNEXE 3

FICHE D'IDENTIFICATION DES INTERVENANTS EXTERIEURS

N° Affaire : 23935128 – PGC
Construction ombrières
photovoltaïques sur parking du
bâtiment du BIAM
A la Cité des Energies »

Date : 16 12 2024

Références
page 62/72

Construction d'ombrières à la Cité des Energies			
FICHE D'IDENTIFICATION D'INTERVENANT (1)			
PRESTATAIRE DE SERVICE N°			
<p><i>Désignation de l'Entrepreneur titulaire :</i></p> <p><i>Entreprise intervenante :</i></p> <p><i>Date de la commande :</i></p> <p><i>Demande d'agrément de sous-traitante : oui :</i> <i>non :</i></p> <p><i>Intervenant représenté par :</i></p> <p><i>Adresse :</i></p> <p><i>Téléphone :</i> <i>Télécopie :</i></p> <p><i>Activité – Travaux sur le site :</i></p> <p><i>Secteur des travaux de l'intervenant :</i></p> <p><i>Date de la première intervention :</i></p> <p><i>Délai prévu des travaux :</i></p> <p><i>Effectif maximum prévu :</i></p>			
<i>Personne chargée de l'application des mesures de sécurité sur le chantier :</i> <i>PPSPS de l'entreprise titulaire présentée : OUI/NON</i>			
<i>Risques habituels liés aux travaux à exécuter :</i> <i>Risques exportés :</i> <i>Risques importés :</i> <i>Actions de formation / Accueil (Décret du 20/03/1979) :</i>			
<i>PGC et annexes transmis à l'intervenant : OUI/NON</i> <i>Plan de circulation remis à l'entreprise : OUI/NON</i> <i>Plan de secours remis à l'intervenant (s'il existe) : OUI/NON</i> <i>PPSPS du titulaire remis à l'intervenant : OUI/NON</i>			
<i>Accueil, visite commune réalisée le :</i>			

REPRESENTANTS	NOMS	DATES	SIGNATURES
L'entrepreneur titulaire du marché :			
L'entreprise intervenante :			

(1) à compléter et à retourner au coordonnateur sécurité.

N° Affaire : 23935128 – PGC
 Construction ombrières
 photovoltaïques sur parking du
 bâtiment du BIAM
 A la Cité des Energies »

Date : 16 12 2024

Références
 page 63/72

ANNEXE 4

GESTION DU RISQUE Foudre SUR LE CENTRE DE CADARACHE

En attente d'établissement de la consigne par le CEA



MAD - TITRE V -
GESTION DU RISQUE

N° Affaire : 23935128 – PGC
Construction ombrières
photovoltaïques sur parking du
bâtiment du BIAM
A la Cité des Energies »

Date : 16 12 2024

Références
page 64/72

ANNEXE 5

FORMULAIRE DE DEMANDE D'AGREMENT POUR PRISES DE VUES

Formulaire CEA en attente de diffusion par le MOA

N° Affaire : 23935128 – PGC
Construction ombrières
photovoltaïques sur parking du
bâtiment du BIAM
A la Cité des Energies »

Date : 16 12 2024

Références
page 65/72

ANNEXE 6

FORMATION A LA SECURITE DU PERSONNEL

N° Affaire : 23935128 – PGC
Construction ombrières
photovoltaïques sur parking du
bâtiment du BIAM
A la Cité des Energies »

Date : 16 12 2024

Références
page 66/72

**INSTRUCTION POUR LA MISE EN APPLICATION DU DECRET DU 20 MARS
1979 SUR LA FORMATION A LA SECURITE**

CONCERNE TOUT LE PERSONNEL	PERSONNEL CONCERNE	OBJET DE LA FORMATION
<p>Préparation à la conduite à tenir en cas d'accident</p> <p>Il ne s'agit pas de faire de chacun un secouriste</p>	<p>1 – Nouveaux embauchés, intérimaires</p> <p>2 – Personnel changeant de poste de travail</p> <p>3 – Personnel de retour d'arrêt de travail de plus de 21 jours sur demande du médecin du travail</p>	<p>1 – Informer des voies de circulation sur le chantier.</p> <p>2 – Informer de la sécurité au poste de travail.</p> <p>3 – Conduite à tenir en cas d'accident.</p>
CONSIGNES ELEMENTAIRES	MISSION DU RESPONSABLE DE CHANTIER	
<p>1 – PROTEGER LE BLESSE</p> <ul style="list-style-type: none"> - Interrompre les situations de danger, couper le courant, aérer, protéger des chutes d'objets - Empêcher tout dégagement intempestif du blessé - Faire venir immédiatement le secouriste et se conformer à ses instructions - Couvrir le blessé. - Ne jamais donner à boire 	<ul style="list-style-type: none"> - Faire remettre l'équipement individuel. - Faire prendre connaissance du règlement intérieur. - Remettre un exemplaire des consignes générales de sécurité. - Présenter le chantier dans son ensemble (l'accueil). - Présenter le chef d'équipe dont dépend l'ouvrier. - Conduite à tenir en cas d'accident. 	
	MISSION DU CHEF D'EQUIPE	
<p>2 – ALERTER LES SECOURS</p> <ul style="list-style-type: none"> - Appeler la FLS - Préciser : <ul style="list-style-type: none"> * la nature de l'accident * le nombre de victimes * l'état apparent des victimes 	<ul style="list-style-type: none"> - Expliquer les risques de l'environnement de travail : chutes, survol de grue, moyens de prévention, forages ouverts, ... - Travail à exécuter au sein de l'équipe et les risques inhérents à ce travail (mode opératoire) - Conduite à tenir en cas d'accident 	

N° Affaire : 23935128 – PGC
Construction ombrières
photovoltaïques sur parking du
bâtiment du BIAM
A la Cité des Energies »

Date : 16 12 2024

Références
page 67/72

<ul style="list-style-type: none"> * le point de rencontre avec les secours * l'adresse exacte du chantier 	
<p>3 – INCENDIE OU SINISTRE</p> <ul style="list-style-type: none"> - Utiliser les extincteurs - Appeler ou faire appeler les pompiers - Emprunter et faire emprunter les issues de secours 	
<p align="center">CONSIGNER SUR LE REGISTRE D'OBSERVATIONS QUE LE PERSONNEL A ETE INSTRUIT AVEC NOM ET SIGNATURE DE L'INSTRUCTEUR</p>	

<p align="center">N° Affaire : 23935128 – PGC Construction ombrières photovoltaïques sur parking du bâtiment du BIAM A la Cité des Energies »</p>	
Date : 16 12 2024	Références page 68/72

ANNEXE 7

DHOL

N° Affaire : 23935128 – PGC
Construction ombrières
photovoltaïques sur parking du
bâtiment du BIAM
A la Cité des Energies »

Date : 16 12 2024

Références
page 69/72

DOCUMENT HARMONISE D ORGANISATION DES LIVRAISONS (DHOL)

Chantier Construction Ombrières CEA CADARACHE

CSPS				
Partie réservée au CSPS	NOM, Prénom : BAUDOUY Michel Entreprise : BUREAU VERITAS CONSTRUCTION		N° Tél : 06 07 98 01 77 E-MAIL : michel.baudouy@bureauveritas.com	
	Adresse du chantier : Centre CEA CADARACHE 13108 SAINT PAUL LEZ DURANCE		Coordonnées GPS	
	Contraintes horaires de livraisons et accès : (cf. plan accès joint)	<ul style="list-style-type: none"> - Interdiction d'accès au PL et VU entre 7H et 9H. - Accès autorisé uniquement par la porte d'entrée principale - Badge à établir au bâtiment accueil - 	Moyens mutualisés de lavage et manutention (cf. PGCSPPS)	<ul style="list-style-type: none"> - - -
	N° utiles :	(poste de garde chantier, ISP, Chef de chantier ...)	Quai de déchargement	<input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON
	Consignes spécifiques au chantier :	<ul style="list-style-type: none"> - Procédure d'accès au Centre de Cadarache (avis de rdv / délais / documents à fournir) - Transmission du DHOL préalablement à l'opération / délais - Accueil et Accompagnement du livreur par l'entreprise réceptionneur durant l'opération - 		
Consignes de sécurité :	<ul style="list-style-type: none"> - Respecter le code de la route (limitation de vitesse, priorités et panneaux de signalisation) - Traversée d'animaux sauvages sur le Centre – soyez vigilant ! - Arrêter les moteurs si leur fonctionnement n'est pas nécessaire - Préciser les aires d'attente et de stationnement (voir plan) - Respecter le plan de circulation ainsi que les entrées et les sorties du chantier - Stabilisation des engins obligatoire avant toute opération - 			
SUR LE CENTRE CEA CADARACHE : APPEL DES SECOURS AU 04 42 25 22 18				

ENTREPRISES CONCERNEES			
Entreprise donneuse d'ordre (Réceptionneur)		Entreprise de transport (Livreur)	
Entreprise :	Visa et Cachet :	Entreprise :	Visa et Cachet :
Responsable de l'opération : Nom / prénom : Qualité :		Responsable de l'opération : Nom / prénom : Qualité :	
N° Téléphone : E-mail :		N° Téléphone : E-mail :	

OPERATION	
<input type="checkbox"/> Chargement <input type="checkbox"/> Déchargement	<input type="checkbox"/> Protocole permanent <input type="checkbox"/> Protocole Ponctuel
Date(s) de livraison : / /	Présence d'un chef de manœuvre <input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON

N° Affaire : 23935128 – PGC
Construction ombrières
photovoltaïques sur parking du
bâtiment du BIAM
A la Cité des Energies »

Date : 16 12 2024

Références
page 70/72

Horaires prévisionnels : deh..... àh.....			
Distance (D) et hauteur (H) maxi de la zone de déchargement au camion • D = m • H = m		Recette à matériaux : <input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON Charge utile Kg	
NATURE DE L'OPERATION			
Nature marchandise (marchandise ADR, spécifier le N°UN et code danger)			
Type de conditionnement :			
Type de véhicule			
EQUIPEMENTS MIS EN ŒUVRE POUR L'OPERATION			
Equipements propres au chantier	Equipements à la charge du transporteur	Observations	
• • •	• • •		
DEROULEMENT DE L'OPERATION			
Procédure, Mode opératoire		Référence :	
CONDITIONS PARTICULIERES LIEES A L'OPERATION			
Chef de manœuvre, zone d'exclusion, ...			
ANALYSE DE RISQUES – MESURES DE PREVENTION			
Risques particuliers de manœuvre et de manutention	Mesures de prévention définies	Mise en œuvre	
		Donneur d'ordre	Entreprise de transport
		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Risques particuliers d'interférence	Mesures de prévention définies		
		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

N° Affaire : 23935128 – PGC
 Construction ombrières
 photovoltaïques sur parking du
 bâtiment du BIAM
 A la Cité des Energies »

Date : 16 12 2024

Références
page 71/72

		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Risques pour les transports de produits spéciaux et matières dangereuses	Mesures de prévention définies		
		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

VALIDATIONS	CSPS	SOM Responsable suivi technique Marché :	AUTRES :
Observations : Visa	<input type="checkbox"/> Vu Sans Observation (VSO) <input type="checkbox"/> Vu Avec Observation (VAO)	<input type="checkbox"/> Acceptation de la livraison	

N° Affaire : 23935128 – PGC Construction ombrières photovoltaïques sur parking du bâtiment du BIAM A la Cité des Energies »	
Date : 16 12 2024	Références page 72/72